

Les folles dépenses de la Cour des comptes

P. 4

Enregistrements Buisson : quand Sarko copinait avec Le Pen et Mélenchon

P. 3



Bétharram

Toujours
personne
pour assurer...

Le Canard enchainé

Journal satirique paraissant le mercredi



... le service
après-vente !

109^e ANNÉE - N° 5441 - mercredi 19 février 2025 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 Dc - GB 2 £

Face au numéro de Trump et de Poutine sur l'Ukraine L'Europe joue les ramasse-niet !

UKRAINE : TRUMP ET POUTINE
BIENTÔT RÉUNIS



Gaza, année zéro

« **O**UVRIRE les portes de l'enfer » à Gaza « si tous [les] otages [du Hamas] ne sont pas libérés ». C'est la menace brandie, le 16 février, par Netanyahu, en présence du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio. Et cela au risque de remettre en question les négociations avec le mouvement terroriste sur les dernières libérations d'otages israéliens (six encore vivants et huit morts).

Enfer ! Après 48 000 morts et quatorze mois de guerre, les Gazaouis n'avaient donc pas encore tout vu ? Le jour même, l'armée israélienne annonçait qu'elle s'était enrichie de 1 800 bombes de 1 tonne Mark 84, utilisées au Vietnam et produisant un effet de souffle dans un rayon de 1 km en dispersant des fragments, indique « Le Monde » (17/2). Une cargaison que Biden avait naguère bloquée.

Le Premier ministre israélien et Rubio ont rappelé la merveilleuse perspective, dessinée par Trump, d'un Gaza vidé de ses 2,4 millions de Palestiniens et transformé en « Riviera du Moyen-Orient ».

Il s'agit en somme d'« ouvrir les portes de l'enfer » pour en faire un paradis. Au prix d'un nettoyage ethnique qui ne dit pas son nom ? Foin

de ces calomnies. Le 17 février, le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a annoncé la création d'une direction spéciale, au sein de son ministère, pour faciliter les « départs volontaires » – forcément massifs ! – de Gazaouis, « par voie maritime, aérienne et terrestre ». Pour quelle destination ? L'Egypte et la Jordanie renâclent, mais ce n'est sûrement qu'une question d'argent...

Pendant ce temps, Netanyahu, fort, dit-il, du « soutien sans équivoque des Etats-Unis », a commencé depuis le 21 janvier un autre ménage, en Cisjordanie cette fois. Opération militaire « Mur d'acier » pour « détruire l'infrastructure terroriste dans les camps de réfugiés », selon les mots du même ministre Israël Katz, quitte à les vider de leur population. Bilan provisoire : 39 morts, 150 blessés et déjà 40 000 civils déplacés. Des familles entières sont parties à pied, témoigne « Le Figaro » (15/2). Encore des « départs volontaires », à l'évidence...

Comme Trump a laissé entendre qu'après son mirobolant plan pour Gaza il pourrait aussi se prononcer en faveur de l'annexion par Israël de larges territoires en Cisjordanie, on comprend que Netanyahu ait le sentiment d'avoir carte blanche. Ou, en tout cas, bien nettoyée.

D. F.

MOCHE COUP DE TRUMP

TRUMP n'a pas mis fin à la guerre en Ukraine « en 24 heures », comme il prétendait vouloir le faire. Mais, avec ce conflit, il lui a fallu moins de temps pour mettre les relations entre l'Europe et les Etats-Unis par terre. En 1 h 30 au téléphone avec Poutine et en deux ou trois déclarations de son vice-président et de ses émissaires à la Conférence de Munich sur la sécurité, l'affaire a été fracassée.

J. D. Vance, qui a fait Maga première langue et maîtrise mieux la vulgate trumpiste que le langage protocolaire, s'est adressé à ses interlocuteurs du Vieux Continent comme à ceux des Républiques bananières en d'autres temps. Sur un ton à la fois ramener, autoritaire et donneur de leçons (lire également ci-contre), en s'offrant une ingérence d'extrême droite dans les élections allemandes, il a daubé sur l'Europe, s'essuyant en même temps les bottes sur la relation transatlantique. Et il a ainsi énervé comme jamais les représentants politiques, diplomatiques et militaires assistant à la Conférence.

D'autant que cette intervention avait été précédée d'un hors-d'œuvre : l'exigence, la veille, par le secrétaire à la Défense, sur un ton tout aussi rustique et sur le mode « on se dépêche parce que les Etats-Unis ont d'autres chantiers et mieux à faire », d'un prérequis pour l'Ukraine. Lequel avait déjà sérieusement plombé l'ambiance. Zelensky s'est ainsi vu sommé avant toute discussion de laisser à la Russie les territoires conquis par celle-ci dans la guerre et de se sortir de la tête l'idée d'intégrer l'Otan. Sans oublier de « conclure un accord sur les terres rares ». Poutine en rêvait, Trump l'a fait !

C'est la liesse au Kremlin, et l'indignation en Ukraine

et chez les Européens. Tandis que Poutine se réjouit de sortir, grâce à Trump, de son isolement et de la reprise de relations directes avec les Etats-Unis au détriment de l'Europe, cette dernière, brutalement exclue des négociations sur la sortie de la guerre en Ukraine, se sent considérée comme entité négligeable par son plus puissant allié. Au point même, dans l'émotion du moment, d'hésiter à encore l'appeler ainsi. Tout en sachant, ce qui n'arrange rien, que, pour l'immédiat, elle n'a pas d'autre choix.

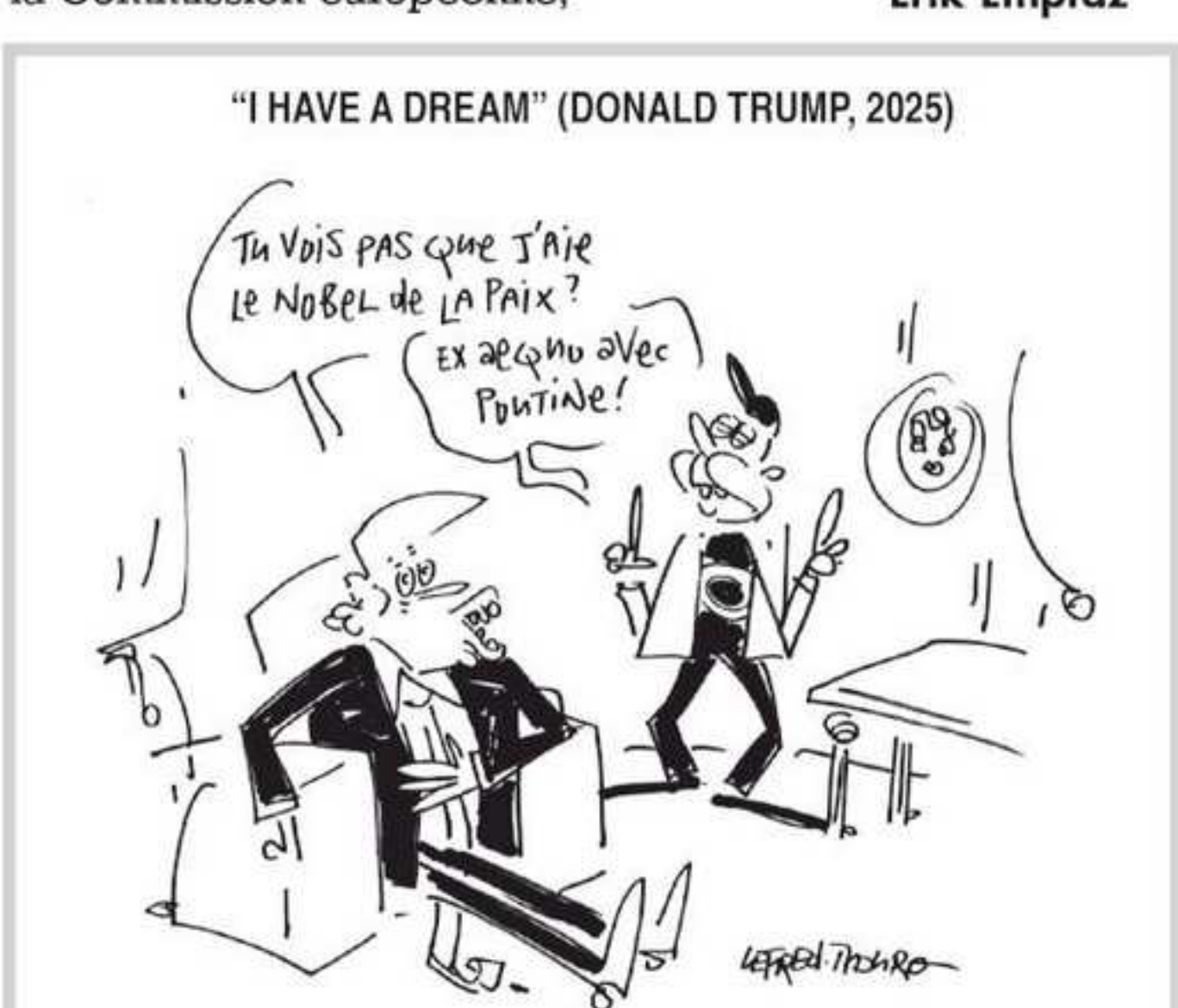
Face au simplisme binaire, brutal et défilé de Trump et à la dimension business, puisqu'il entend désormais monnayer, et pas à prix d'ami, toute aide américaine en matière de défense, se pose le problème de la dépendance vis-à-vis d'un pareil « allié ». Et, surtout, celui des insuffisances de notre défense. Et du prix qu'il en coûte pour la renforcer, alors que nombre de pays européens – dont en bonne place le nôtre – sont très lourdement endettés. Et ce même si la présidente de la Commission européenne,

Ursula von der Leyen, se dit prête à des mesures budgétaires dérogatoires pour permettre aux Vingt-Sept d'augmenter « considérablement » leurs dépenses en matière militaire. Ce n'est pas seulement une question d'argent.

Mettre sur pied une véritable et crédible défense européenne est aussi, à l'évidence, une question d'unité et de cohésion de ceux qui la composent. Or, pendant que Trump et Poutine sont à la manœuvre, l'Europe, lors du sommet qui s'est réuni lundi à l'Elysée, a plus clairement montré ses divisions entre partenaires que ses divisions blindées.

Notamment sur l'envoi de troupes en Ukraine pour veiller à un processus de paix dont elle a sèchement été évincée. Autant de points qui, même si Trump n'est pas pour autant au bout de son plan, si tant est qu'il en ait un, ne se régleront pas « en 24 heures », mais, sauf miracle et au mieux, pas avant la fin des quatre années qui restent du mandat de l'intéressé.

Erik Emptaz



Réactions en chaînes dans le foot

IL S'EN PASSE toujours de bonnes, à la Ligue de football professionnel (LFP). « L'Equipe » (17/2) a publié les minutes d'une réunion tenue, le 14 juillet dernier, entre les présidents des clubs de Ligue 1. Selon l'ordre du jour,

il s'agissait de choisir quelle chaîne diffuserait les matchs, et sous quelles conditions. Deux options : soit la plateforme DAZN (huit matchs), associée aux Qataris de beIN Sports (un match), soit une chaîne maison, créée et dirigée par la LFP elle-même.

Les sujets qui fâchent ont vite été abordés. Nasser al-Khelaifi, après avoir précisé en préambule qu'il s'exprimait « en tant que président du PSG », a piqué une colère noire et dit tout le mal qu'il pensait du projet de chaîne maison de la LFP. Bien vite relayé par... al-Khelaifi Nasser, qui s'exprimait cette fois en tant qu'homme fort de beIN Sports, pour laisser entendre que l'offre du média qatari ne serait pas éternelle. Le président du Racing Club de Lens, scandalisé devant ce conflit d'intérêts manifeste, n'aura droit comme seule réponse, durant la réunion, qu'à un silence éloquent.

Un mois plus tard, le championnat était diffusé par...

DAZN et beIN. Et encore six mois après, DAZN, mécontent de la LFP, n'hésitait pas à mettre sous séquestre 35 millions qu'il lui devait, obligeant la Ligue à avancer la somme bloquée. Pas à dire, les patrons du foot sont maîtres chez eux.

P. L.

Groupuscule et chemise

DANS sa newsletter du 12 février, le groupuscule féministe d'extrême droite Némésis publie le courrier envoyé au ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, demandant la dissolution du groupe d'ultragauche Jeune Garde antifasciste. Cette organisation, présidée par le député du Vaucluse Raphaël Arnault, est accusée de commettre « des attaques répétées et des menaces graves » envers les militantes.

La missive de Némésis souligne que la Jeune Garde constitue rien de moins que « l'un des groupements gauchistes les plus dangereux en France, agissant dans une relative impunité », et s'étonne que le groupe n'ait pas déjà fait l'objet d'une procédure de dissolution. Némésis a de quoi penser que Retailleau saura lui prêter une oreille attentive : lors d'une conférence sur la sécurité intérieure, en janvier, il avait salué le collectif : « Bravo pour votre combat. Vous savez que j'en suis très proche. » Il avait peu après tempéré son enthousiasme après avoir « découvert » les positions radicales du groupuscule. Mais la radicalité n'empêche pas la proximité.

L. T.

FRANÇOIS L'INGÉNU



Shérif, tu fais peur !

« **C**ELA ne se fait pas, et surtout pas entre amis et alliés », a timidement protesté le chancelier Scholz. Cela ne se fait pas, mais, avec Trump, tout commence à se faire, même le pire, surtout le pire. Un vice-président américain qui soutient l'extrême droite allemande à deux semaines des législatives outre-Rhin, c'est une nouveauté depuis 1945. L'AFD est tellement fréquentable qu'elle n'hésite pas à reprendre un slogan nazi – « Tout pour l'Allemagne ! » –, en feignant de ne pas savoir qu'il était celui des SA, la milice paramilitaire de Hitler. Musk, lui, fait des saluts nazis sans le savoir non plus, preuve que l'ignorance ou la duplicité n'ont pas de frontières quand il s'agit de communier dans le même délire anti-immigrés.

Autrefois, pour des questions de realpolitik, l'Amérique républicaine réservait son soutien extrême-droite à quelques pays d'Amérique latine victimes de coups d'Etat militaires. Aujourd'hui, Musk et Vance font la leçon à la

vieille Europe, qui, à les en croire, limiterait la liberté d'expression. Traduisez : l'Amérique de Trump entend faire la guerre à cette Union européenne qui ostracise l'extrême droite et a le tort de combattre la toute-puissance désinformatrice des réseaux, X en tête, et les manipulations numériques. « Ce qui m'inquiète, c'est (...) le recul de l'Europe par rapport à certaines de ses valeurs les plus fondamentales, valeurs partagées avec les Etats-Unis d'Amérique », dit Vance. Un très beau renversement rhétorique. Le même que celui employé par les complotistes pour convaincre que la désinformation dans les médias traditionnels règne en maître et que ce sont eux qui détiennent la vérité...

Le « shérif » Donald Trump est là pour « défendre la liberté d'expression » des Européens, a tonné le vice-président à Munich. L'Amérique de Trump se croit dans un western. C'est bien ce qui inquiète. Elle est complètement à l'Ouest, encore une fois.

J.-M. Th.

Encore deux ans !

LA FRANCE a un incroyable talent que le monde entier nous envie : la production massive de candidats à la présidentielle. Il en pousse tous les jours. Prix spécial à LR, avec le très prometteur combat Wauquiez-Retailleau, qui rappelle les

riches heures de l'affrontement Fillon-Copé, en 2012. L'édition 2025 ne devrait pas décevoir, d'autant qu'Edouard Philippe, boxeur amateur, a décidé de galvaniser les centristes en remettant les gants.

A gauche, le Candidat suprême Jean-Luc Mélenchon n'en finit pas de montrer ses muscles, défilant à coups de menton les freluquets socialistes qui voudraient s'aventurer sur le ring. Mauvaise nouvelle pour l'essemblée Lucie Castets : Carole Delga, la présidente (PS) de la région Occitanie, ne cache plus son ardent désir d'être la première femme à l'Elysée. Hollande y pense tous les matins en nous rasant.

Reste le plus ébouriffant, celui qu'on n'attendait (presque) pas : Dominique de Villepin, qui rêve de lancer sabre au clair l'assaut suprême. Pour le spectacle, il est imbattable, même si, pour l'instant, il lui manque un cheval. Ecrire au « Canard », qui transmettra.

F. P.

Noix d'honneur

DÉCERNÉE sans l'aide de l'intelligence artificielle à la conseillère en communication politique et ex-LR Magalie Vicente. Invitée de la matinale de Franceinfo (16/2), elle a lancé, à propos de Bayrou et de ses ennemis du moment :

« Même si vous demandez à l'intelligence artificielle son avis, elle exprime qu'il y a une récupération et une instrumentalisation politique de l'affaire Bétharram. IA des preuves ? »



Matignon accro à la réforme électorale

LA LUTTE contre le narcotrafic ou la réforme du scrutin municipal à Paris, Lyon et Marseille ? C'est en ces termes un rien baroques que le débat avait fini par se poser pour l'agenda parlementaire du mois de mars. Jusqu'à ce que François Bayrou tranche, mardi 18 février au matin : ce sera les deux, a-t-il décidé en bon centriste, mais l'une après l'autre.

Explication : le Sénat a voté, voilà deux ans, une proposition de loi transpartisane (PS et LR) visant à renforcer la lutte contre le narcotrafic. Puis, la dissolution étant passée par là, les choses ont traîné. Devenu ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau tient absolument à ce que le texte arrive devant l'Assemblée. Comme il est, en outre, hostile à l'idée de Bayrou de réformer la loi PLM, il a plaidé l'urgence. La lutte contre le narcotrafic viendra donc en discussion à la mi-mars, juste avant le changement de la loi municipale.

Un autre opposant à la réforme de la loi PLM, qui vise, rappelons-le, à faire élire les maires des trois plus grandes villes de France sans passer par le filtre des arrondissements, s'est bruyamment manifesté : le président (Renaissance) de la région Paca. Renaud Muselier s'est payé une campagne de pub pour dénoncer « une grave erreur » : « Remplacer une loi essentielle et vitale (contre le narcotrafic)

par une loi partisane et électorale. » Tout en nuances, sauf que ce grand remplacement n'aura finalement pas lieu.

Reste une question qui intrigue le monde politique : pourquoi Bayrou, maire de Pau, tient-il autant à réformer le mode de scrutin à Paris, Lyon et Marseille ?

Les plus indulgents considèrent qu'il s'agit de la première pierre d'un plus vaste édifice : Lou Bayrou instaurerait ensuite la proportionnelle aux législatives, puis il s'attaquerait au non-cumul des mandats. D'autres insistent sur le rôle de Rachida Dati, l'une des rares parmi les élus concernés qui soit favorable à la réforme, avec le maire (PS) de Marseille, Benoît Payan.

Certains voient aussi l'influence de Séverine de Compegnac, une proche de Bayrou, aujourd'hui cheffe du pôle parlementaire à Matignon et par ailleurs conseillère de Paris, où elle nourrirait de grandes ambitions. Quant à Macron, il

laisse faire son Premier ministre mais trouve... qu'il ne va pas assez loin. « Il est pour la suppression des mairies d'arrondissement », assure un édile parisien. Ce que confirme à demi-mot l'un de ses « visiteurs du soir », Pierre Charon, lui-même ancien élu de la capitale : « Les mairies d'arrondissement ne sont pas des principautés. On n'est ni à Andorre ni à Monaco. » Et bien loin de la lutte contre le trafic de drogue.



Face à la guerre

C'est un Bayrou très sombre après la Conférence de Munich sur la sécurité qui a accueilli ses convives, mardi matin (18/2) au petit déjeuner du socle commun. « Il règne un climat digne des années 30, leur a-t-il dit. On voit venir les icebergs, mais on ne sait pas comment les éviter. »

Et le Premier ministre d'enchaîner : « Pour la première fois, je pense que la guerre est possible. Qu'est-ce qu'on fait si les États-Unis envoient des troupes au Groenland ? Qu'est-ce qu'on fait si la Russie envahit d'autres pays voisins, comme les pays Baltes ? »

Des sujets que Bayrou comptait évoquer dans son discours du 19 février pour répondre à la motion de censure du PS, une motion qu'il trouve « bizarre » dans ce contexte inquiétant.

Guerre ou pas, la politique n'est jamais loin...

Sur un LR de fronde

Les responsables du bloc central macroniste attendaient avec inquiétude la décision des commissions des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat de valider ou non, ce 19 février, la nomination de Richard Ferrand à la présidence du Conseil constitutionnel.

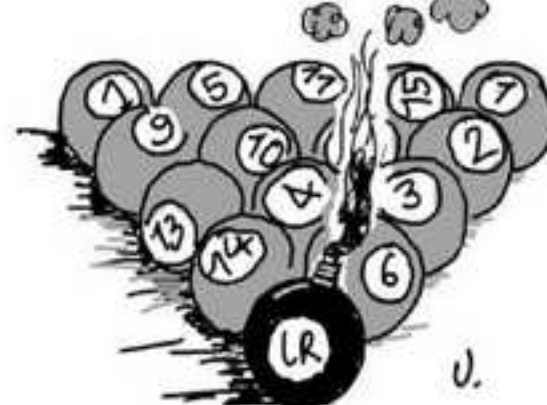
Le président des sénateurs macronistes, François Patriat, y voyait même « un test » de la solidité du socle commun avec LR. L'inquiétude est née quand l'ancien président des députés LR Olivier Marleix a pris la tête d'une fronde sur le thème « Ferrand, jamais ».

« Pour beaucoup de LR, voter contre Ferrand, c'est un moyen d'atteindre Macron », s'inquiétait en fin de semaine dernière un dirigeant centriste.

Le ball-trap est ouvert.

Billard à trois bandes

Histoire de se distinguer de Bruno Retailleau, qui, ministre, doit se montrer un rien solidaire des décisions présidentielles,

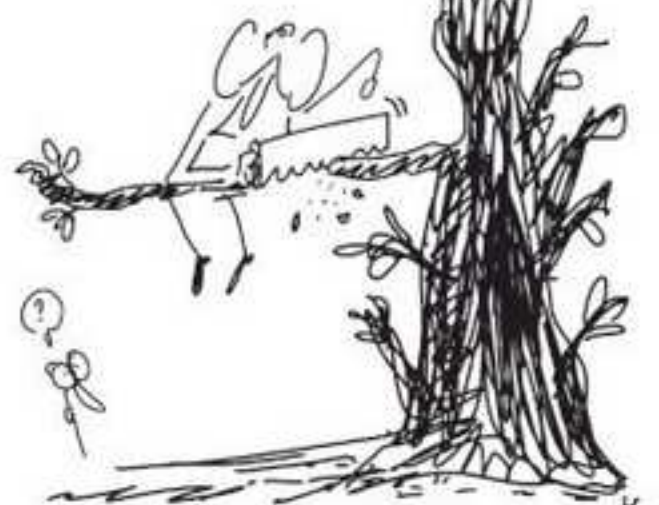


Bayrou rame (toujours) sur Bétharram

LES EXPLICATIONS laborieuses de François Bayrou sur le dossier des violences physiques et sexuelles commises au sein de l'école privée catholique Notre-Dame de Bétharram ont désespéré sa garde rapprochée, tant à Matignon que chez les députés de son camp. Poussés à défendre le Premier ministre dans les médias, les différents orateurs du MoDem n'ont pas vraiment clarifié les choses, faute de munitions. « Il ne nous dit rien pour qu'on l'aide à se défendre ! s'agaçait ainsi Bruno Fuchs, président de la commission des Affaires étrangères et porte-parole du parti, dans les couloirs de l'Assemblée. Il reste terriblement imprécis sur les dates, sur la chronologie des événements et de ses interventions... On n'arrive pas à savoir ! Comment

voulez-vous qu'on monte efficacement au créneau ? » Ce député semble découvrir la personnalité de Bayrou !

Dans sa marécageuse défense, le Béarnais a pourtant trouvé un allié inat-



tendu en la personne de... Jean-Christophe Cambadélis, l'ancien premier secrétaire du PS, aux premières loges dans les années Jospin, quand l'affaire Bétharram a éclaté, en 1998, avec la mise en examen

pour viol du père Carricart. « Attention à ne pas en faire une nouvelle affaire (Dominique) Baudis », a lancé Camba à ses camarades du PS, le 17 février.

Qui rappelle qu'aux côtés de Jack Lang, ministre de l'Éducation (2000-2002), se tenait un ministre délégué à l'Enseignement professionnel nommé Jean-Luc Mélenchon. Et de faire mine de s'interroger : « Pourquoi n'a-t-il, lui non plus, rien dit à l'époque ? » Même angle d'attaque, du côté du MoDem Patrick Mignola, le ministre des Relations avec le Parlement : « LFI veut transformer l'affaire Bétharram en affaire Bayrou, parce qu'ils veulent obtenir la destitution de Macron. »

Et les victimes, dans tout ça ? En attendant, c'est surtout Bayrou qui a les deux pieds dans le même sabot.



Bataille d'incarnation

Bruno Retailleau se serait-il lancé dans la bataille pour la présidence de LR parce qu'il se méfie de Wauquiez et qu'il ne tient pas à le voir dans la place ? « Tout est dit quand je pose la question de l'incarnation », lâche, elliptique, le ministre de l'Intérieur à ses interlocuteurs. Comme si, à ses yeux, ce n'était pas seulement une



question de charisme, mais aussi de constance ou de fiabilité...

« C'est lui (Wauquiez) qui parle de guerre des chefs », poursuit Retailleau. Et de rappeler que « la démocratie a été inventée en Grèce pour éviter la violence ».

Il cherche peut-être à impressionner le normalien Wauquiez ?

Chantage à l'investiture

« On s'est pris Pearl Harbor », pestait Wauquiez en petit comité. Il avait pourtant, lui aussi, sorti la grosse artillerie et mis ses députés au pied du mur : soit ils soutiennent sa candidature, soit ils auront du souci à se faire pour leur investiture aux législatives. Même si Retailleau l'emporte ?

Il a par ailleurs confié à l'un de ses proches, l'éphémère ministre et maire de Valence, Nicolas Daragon, le soin de jouer les rabatteurs de nouveaux adhérents, qui ont deux mois pour s'inscrire s'ils veulent participer au vote. Allô, la Cocoe ?

Rodolphe Saa-qui ?

EN MARGE du sommet sur l'intelligence artificielle, Emmanuel Macron a profité de la présence en France du Premier ministre indien, Narendra Modi, pour lui présenter son ami marseillais Rodolphe Saadé, influent pédégé de CMA CGM, le troisième armateur mondial. Lequel a reçu les deux chefs d'Etat en grande pompe (12/2) au sommet de la « Tour zippée », emblématique siège



Et son allié de circonstance, Xavier Bertrand, d'enfoncer le clou :

« Maintenant, Laurent, il faut absolument que tu cesses de faire ton tour de France aux frais du parti, au motif des travaux sur la refondation dont tu as la charge. »

Tandis que Retailleau, lui, peut continuer en tant que ministre de l'Intérieur ?

Retailleau avait mieux

A Grenoble, les élus et les autorités administratives ont été surpris de ne pas voir débouler le ministre de l'Intérieur après l'attaque à la grenade commise dans un bar associatif, le 12 février. C'est le ministre de la Santé et régional de l'étape, Yannick Neuder, qui a fait le déplacement.

« Aux temps de Darmanin, on l'aurait vu débouler aussitôt, regrette un poulet du coin. Pas Retailleau. » C'est que le Vendéen était retenu ailleurs. Le 13 février au matin, il assistait au fameux comité stratégique de LR. Une réunion de la plus haute importance : elle fixait le calendrier de l'élection du prochain président du parti.

Finalement, le premier tour a été fixé par la commission électorale au 17 mai. Quant au ministre de l'Intérieur, il a attendu le 14 février au soir pour se pointer « sur zone », à Grenoble, afin d'affirmer haut et fort : « Nous retrouverons qui a fait ça. »

Pas Laurent Wauquiez, tout de même ?

Autocritique Insoumise

Après le refus du PS et du RN de censurer François Bayrou sur le budget, les Insoumis ont brièvement partagé sur X

nectar médocain : « Moi, vous me mettez un chasse-spleen ! Oui, le chasse-spleen ! »

Pour chasser le spleen judiciaire ?

Dans sa ligne de mire : une proposition de loi (PPL) du sénateur Laurent Duplomb, adoptée fin janvier, visant à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur » ; ou encore une vidéo de Wauquiez très virulent à l'égard de l'Office français de la biodiversité, qu'il entend « supprimer ». « Il y a une trahison des esprits à LR, a fulminé Pannier-Runacher devant ses proches. Être en coalition avec des gens qui tapent sur l'écologie toute la journée, c'est un problème. »

Vivement le Salon de l'agriculture !

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

minimares

● **Ce titre** de « La Voix du Nord » (14/2) : « Le couple Macron aurait vendu sa villa du Touquet, leur nouvelle maison déjà trouvée ? » Avant la hausse des frais de notaire !

● **Envolée** du garde des Sceaux, Gérard Darmanin, après sa virée au marché d'Aix-en-Provence (« La Provence », 15/2) : « Un homme politique, ce n'est pas quelqu'un qui reste dans son bureau. » Transmis à son prédécesseur Didier Migaud.

● **L'ex de Bercy** Bruno Le Maire pose (habillé) dans une story Insta (12/2) : « Inauguration de la nouvelle usine du Slip français à Aubervilliers : vive l'industrie française ! » A quand le défilé ?

● **Promesse** de Laurent Wauquiez en dévoilant sa candidature à la présidence des Rep (« Le Figaro », 13/2) : « Je n'aurai aucune parole désagréable à l'égard de qui que ce soit. » Avant d'ajouter : « La France a besoin d'un ministre de l'Intérieur à plein temps. » Ça commence bien !

● **Ledit ministre** de l'Intérieur, Bruno Retailleau, l'assure (« Le Parisien Dimanche », 16/7) : depuis qu'il s'est porté candidat à la présidence de LR, « [le parti] est submergé d'appels de réadhesion ». « On est déjà à plus de 15 000 personnes qui ont rejoint mon comité de soutien », précise-t-il. C'est bien la première fois qu'il se félicite d'une « submersion » !

● **Le même Retailleau** résume ses atouts (Europe 1, 16/2) : « Je suis l'un des seuls qui parviennent à séduire tout autant des électeurs RN [que] des électeurs macronistes. » Y a plus qu'à convaincre les Insoumis, et c'est la victoire assurée.

● **Jean-François Copé** (RTL, 17/2) soutient Retailleau dans la course à la présidence de LR, « le seul qui, à droite, est capable d'incarner ce que des millions de Français attendent : le retour de l'ordre ». Pas comme ce gauchiste de Wauquiez !

● **Le jeune Louis Sarkozy** se voit déjà en haut de l'affiche... des prochaines élections municipales (« Le Monde », 13/2) : « Etre candidat à Neuilly en 2026, ce n'est pas contre les lois de la physique. C'est chez moi, là où je suis né. » Et là où papounet était maire.

● **Promotion** passée inaperçue pour Valérie Rabault, nommée « maître en service extraordinaire à la Cour des comptes » après avoir refusé de rejoindre le gouvernement Bayrou. L'ex-vice-présidente de l'Assemblée « était indiscutée et indiscutable », loue Pierre Moscovici, le premier président de la Cour. En revanche, la chambre dans laquelle l'affecter reste encore... à discuter.

● **Mélenchon** (« La Tribune Dimanche », 16/2) veut « tourner la page d'une alliance toxique » : « On ne peut pas avoir pour alliés des gens qui ont pour principale activité de nous tirer dans le dos. » Ah, ces snipers de socialistes...

● **Fine remarque** de la dissidente purgée Raquel Garrido sur Méluce et 2027 (« Sud Ouest », 14/2) : « Il pense qu'avoir perdu trois fois lui donne un droit imprescriptible de perdre une quatrième fois. » Tout cet amour... Sans doute la magie de la Saint-Valentin !

● **Carole Delga** ne briguera pas la mairie de Toulouse en 2026. « Elle s'imaginer déjà à l'Elysée ! » (« Midi libre », 15/2) ironise Yoann Gillet, président du groupe du Rassemblement national de la région Occitanie. Et lui, au hasard, à la tête de la région ?

● **Le député RN** des Bouches-du-Rhône Emmanuel Taché de la Pagerie ne sait plus sur quel pied danser après la visite de Darmanin à la maison centrale d'Arles, pressentie pour accueillir les 100 plus gros narcotrafiants de France (« La Provence », 15/2) : « Restons prudents, il y a trois autres établissements en lice... » Des prisons, d'accord, mais chez les autres.

● **Ce titre** du « Figaro » (13/2) : « Comment la mouche de l'Antarctique a conquis la banquise. » Pourvu qu'elle ne file pas des tuyaux à la grosse mouche de l'Amérique pour conquérir le Groenland...

● **Abondance** au concours AOP « Ma binette partout » : la députée de Savoie Emilie Bonnard (Droite républicaine) étale sa trombine à près de 40 reprises dans les 16 pages de sa dernière feuille de chou parlementaire (décembre 2024). Vivement la prochaine tomme !

FIN DE LA SÉQUENCE BUDGÉTAIRE



La Sécu en soins palliatifs

LES sénateurs ont adopté, en dernière lecture et dans les mêmes termes que l'Assemblée, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2025. L'interminable marathon budgétaire mené à coups d'article 49.3 a donc pris fin avec un déficit prévu de 22 milliards d'euros pour les dépenses sociales, qui succéderont aux 18,2 milliards de 2024 et aux 10,7 milliards de 2023.

Les années où, grâce à la hausse des cotisations sociales et à la création de la CSG, les comptes de la Sécurité sociale étaient excédentaires sont bien loin. Les dérapages budgétaires se succèdent pour une raison simple : les dépenses de santé augmentent plus vite que le PIB du pays. Plus 3,3 % prévus en 2025 pour une croissance limitée au mieux à 0,9 %.

Le vieillissement de la population va coûter de plus en plus cher : 20 % des Français sont âgés de plus de 60 ans, et leurs dépenses représentent plus de 45 % de la totalité du budget de la santé. D'ici à trente ans, le nombre des octogénaires devrait être multiplié par trois grâce à l'amélioration continue de l'espérance de vie, si du moins les prévisions des démographes se vérifient.

La hausse des coûts des soins tant à l'hôpital qu'en ville ne se ralentit pas. Lors du Sécur de la santé, entre les deux premières vagues de l'épidémie de Covid, le gouvernement a consenti des augmentations de revenus pour le personnel médical qui ont atteint 15 milliards d'euros, mais dont le financement n'a été que très partiellement assuré. La surconsommation

de médicaments reste une spécialité bien française malgré les campagnes menées par la Sécu. Comme le souligne Eric Chenut, le président de la Mutualité française (« Sud-Ouest », 15/2), à l'issue d'une consultation, 90 % des patients ressortent avec une ordonnance, contre 72 % seulement en Allemagne. Sa conclusion dans la même interview est sans appel : « Les difficultés de financement des dépenses de santé n'en sont qu'à leurs débuts, il va falloir changer de braquet. »

Flambée des mutuelles

C'est le même constat auquel est parvenu Dominique Libault, le président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, en des termes plus technologiques (« L'Opinion », 19/1) : « L'objectif des dépenses d'assurance-maladie n'est plus totalement maîtrisé. » Pour les magistrats de la Cour des comptes, l'actuelle dégradation du déficit prévu pour 2025 est « d'une ampleur inédite hors contexte de crise », puisqu'il rejoint presque le niveau de 2021, en pleine pandémie de Covid ! Et les mêmes de brandir le risque de voir la dette sociale cumulée atteindre les 100 milliards d'euros en 2028.

En attendant, les tarifs des mutuelles vont encore flamber cette année en grimpant de 5,3 %, après une hausse de 8,1 % en 2024 et de 4,7 % il y a deux ans. Comme quoi, les dépenses de santé ne sont pas les seules à être mal « maîtrisées ».

Les secrets de la Sarkozye sortent du Buisson (suite et fin)

Quand Sarkozy fait ami-ami avec Le Pen et... Mélenchon

POUR PRENDRE l'Elysée, Sarkozy n'a rien laissé au hasard. Ni l'apport de pognon, ni ses complicités médiatiques (« Le Canard », 5/2 et 12/2), ni même ses alliances politiques. Et tant pis si ces dernières se révèlent contre nature. Dans ce domaine, Patrick Buisson, son maître à penser, est aussi l'homme des basses œuvres, des rendez-vous secrets et des coups de fil à la dérobée, comme en témoignent les enregistrements et le journal laissés par le maurassien à sa mort. Sa mission ? Apprivoiser Le Pen et Mélenchon, les adversaires de toujours de Sarkozy, pour en faire des partenaires.

Buisson et Le Pen, c'est une vieille histoire: le premier a écrit une hagiographie du second, lequel, en retour, lui a proposé une candidature FN aux législatives de 1986. Seule divergence entre ces deux fachos: la stratégie électorale. Fort de sa place de finaliste en 2002, « le Menhir » prétend conquérir le pouvoir sans alliances, tandis que le Vendéen milite pour l'union de toutes les droites, extrêmes comprises.

Pendant la campagne présidentielle de 2007, Buisson le mercenaire prévient à de nombreuses reprises son champion Sarkozy: « Le Pen est à la fois ton concurrent le plus dangereux pour le premier tour et ton apport le plus décisif pour le second. »

Avant le premier tour, Sarkozy chasse donc sur les terres de son adversaire lepéniste pour l'affaiblir. Sa meilleure arme: l'annonce de la création d'un « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ». Et ça fonctionne: avec 10,44 % des voix, le candidat du FN n'arrive qu'en quatrième position. Au lendemain de cette déroute, Buisson appelle « l'ami Jean-Marie » au téléphone. Il note sobrement dans son journal: « JMLP est sonné. Il vit mal le résultat d'hier. » Le moment est venu de l'achever.

Un Buisson toujours ardent

MÉMOIRES d'outre-tombe... Le 26 décembre 2023, Patrick Buisson meurt d'une crise cardiaque. Conseiller officieux de Sarkozy à l'Intérieur, puis véritable maître à penser de celui qui est devenu président de la République, ce maurassien, conservateur jusqu'à l'excès, avait l'habitude d'enregistrer des conversations, de prendre des notes et de tout archiver. Le 4 mars 2014, le Palmipède révélait l'existence de ces enregistrements clandestins réalisés à l'Elysée. Dix ans plus tard, il exhume ces documents, qui racontent les petits et grands secrets de la Sarkozye.



Sarkozy lève le pouce. « Qu'est-ce qu'il veut ? » demande-t-il à Buisson. « Puis, sur un ton humble, qui ne lui est pas familier », il ajoute: « Faut-il que je le reçoive ? » « Ce n'est pas nécessaire », rétorque l'expert électoral, qui se charge du boulot. La rencontre entre les deux hommes a lieu le dimanche d'entre les deux tours. A la date du 29 avril 2007, le catholique radical note sobrement: « Go-between avec Le Pen. » Avant ou après la messe?

Entraide proportionnelle

Le collaborateur de Sarkozy détaille dans ses notes le contenu du pacte scellé ce jour-là. Si le candidat de l'UMP promet l'instauration de la proportionnelle aux législatives, alors Le Pen appellera à voter pour lui lors de son hommage annuel à Jeanne d'Arc, le 1^{er} mai. A peine sorti de son rendez-vous, Buisson téléphone à Sarkozy. Problème: ce dernier s'est toujours farouchement opposé à une évolution du mode de scrutin. Qu'importe! A huit jours du second tour, l'heure est venue de tout promettre, même pour ne rien tenir. L'après-midi, lors de son dernier grand meeting à Bercy, Sarkozy s'engage, s'il est élu, « à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle ». A peine sorti de scène, « le Petit » téléphone à Buisson: « Tu vois que je tiens parole! »

Le lendemain, Buisson s'assure auprès de Le Pen qu'il a entendu le message. Bien disposé, le fondateur du FN « lit des passages entiers de son discours » à son pote, qui constate: « En une phrase, il invite

ses électeurs à ne pas céder à la rancœur et à ne pas perdre de vue la destinée de la France. » Autrement dit: à préférer Sarkozy à Ségolène Royal au second tour.

Las, coup de théâtre: face à la Pucelle, le 1^{er} mai, le vieux se dégonfle et se contente d'inviter ses partisans à « une abstention massive ». Buisson lui demande des explications. Le Pen: « Ecoute, je ne pouvais pas faire plus. » La faute à Marine, qui ne voulait pas voir son héritage électoral amputé par un accord subreptice avec la droite. L'apprenant, Sarkozy se fait philosophe: « C'est peut-être mieux comme ça. » Ou pas...

Le veto de Marine

Le camarade Buisson n'est pas sectaire. Il ne fréquente pas que l'extrême droite, il a aussi des amis à gauche. Le 28 octobre 2008, le conseiller de Sarkozy et Jean-Luc Mélenchon se retrouvent au Mucha Café, boulevard Saint-Germain, à Paris. L'Assemblée nationale est toute proche, l'ancien siège du PS aussi. Les fauteuils violets et la lumière tamisée sont propices aux confidences. A force de se fréquenter sur les plateaux de LCI, les deux hommes ont développé une certaine complicité. Lors de la remise de sa Légion d'honneur par Sarkozy à l'Elysée, le 20 septembre 2007, le sénateur PS de l'Essonne figurait parmi les invités de l'ex-éditorialiste de « Minute ». Rien à voir avec l'« alliance toxique avec les socia-

listes » que dénonce aujourd'hui le leader de LFI.

A l'époque, déjà, il est en froid avec ses camarades du PS. « Avec 100 000 types qui vivent peu ou prou du parti, c'est une nomenklatura, confie-t-il à son contact élyséen. Leur seul objectif est de se perpétuer et de se reproduire. Ils sont coupés de la réalité sociale de ce pays. J'ai pour ceux-là le plus grand mépris. » Tout particulièrement, confie-t-il, pour son ancien partenaire de la Gauche socialiste (un courant du PS), Julien Dray, « avec ses espèces pleines les poches et ses grosses montres ».

Wagon plombé et Ferrari

Méluche a de l'ambition et il annonce la couleur à son invité: « Je vais me barrer, je vais créer ma Linke (« La Gauche », en allemand, née en juin 2007 d'une scission du SPD). [Son leader] Oskar Lafontaine viendra à Paris pour me soutenir. Ils vont me couvrir de crachats, comme ils l'ont fait avec lui. Ils vont faire en sorte d'éteindre la lumière. Vous avez un boulevard devant vous. Mais vous avez aussi besoin d'organiser votre opposition. » Pour en avoir une à la botte de Sarkozy?

Par un échange de courriels datés du 30 octobre 2008, les deux hommes poursuivent leur dialogue. Buisson écrit: « Message transmis au plus haut niveau. Accueil très favorable. Je m'occupe de la presse bourgeoise. » Sarkozy accepte le deal. Objectif partagé, façon Louis Aragon de la grande époque stalinienne: « Feu commun sur les ours savants de la social-démocratie. » Le sénateur de l'Essonne approuve, en se marrant: « Vous préparez le wagon plombé de Lénine! » (allusion à l'accord passé entre l'Allemagne et le révolutionnaire pour son retour clandestin en terre

russe, en 1917, afin de lui permettre de faire chuter le régime tsariste). « Yes », répond Buisson. L'ancien lambertiste, qui aime avoir le dernier mot, se fend d'un: « On dit da (« oui », en russe)! »

Le 7 novembre, le départ du PS de Mélenchon est officialisé. La veille encore, le futur Insoumis échange par SMS avec l'employé de Bouygues pour lui demander d'intervenir auprès des huiles de TF1. Il rêve d'annoncer sa sédition « en exclusivité au 20 heures ». L'opération échoue: Laurence Ferrari ne veut pas de lui sur son plateau. On ne peut vraiment pas faire confiance au grand capital. Didier Hassoux



CE N'EST PAS une caisse, mais carrément une chambre forte « à taille d'homme » que Claude Guéant, ex-directeur de campagne de Nicolas Sarkozy, loue en mars 2007 à la BNP Opéra. A un mois du premier tour de la présidentielle, le coffit aurait-il servi à mettre des fonds libyens en sécurité?

A la barre du tribunal de Paris, lundi 17 février, l'ancien dirab de Sarkozy balaie l'accusation. Il y stockait des documents trop encombrants pour son « exigu » bureau de QG. Et puis des discours de Sarkozy « d'avant la campagne » aussi, et surtout des dossiers « sensibles », à savoir la « composition idéale du futur gouvernement » ou tous les éléments de « mise en cause de Nicolas Sarkozy dans l'affaire de son appartement de

l'île de la Jatte » (« Le Canard », 28/2/07). Par ailleurs, la banque n'avait pas un seul « petit coffre » à lui proposer. Le pauvre!

« Je n'y suis allé que sept fois jusqu'à la clôture de la location, en août 2007, ce qui montre que je n'ai pas pué dans de prétendues espèces. » La présidente sourcille: « Tout cela ne repré-



SARKO SHOW Coffre en stock

sente pas un volume important de documents. Pourquoi ne pas installer un coffre-fort dans le QG? » « Ça m'a semblé plus simple », tente Claude Guéant. « Mais les discours... ça n'a rien de confidentiel, pourquoi les stocker? » insiste la magistrate. Réponse: « Je n'en avais pas un usage quotidien. »

En août 2007, le collaborateur de Sarkozy rend le coffre, paie les 490 euros de location de sa poche et « redistribue les documents aux services compétents de l'Elysée ». La chambre forte n'a donc jamais caché d'espèces,

certifie l'ancien préfet. Interrogé à son tour, Sarkozy tente de voler au secours de celui qui « avait la grande manie du secret ». « S'il avait quelque chose à cacher, se dit-il, ce n'est pas raisonnable de réserver un coffre à son nom, dans la plus grande banque européenne, à quelques kilomètres du quartier de campagne? » Puis, un peu plus tard, de souffler: « Bien sûr, rétrospectivement, c'était stupide » et « complètement inutile ». Sacré Guéant! Il n'est pas aidé, Sarkozy...

L'ancien président de la République a aussi fort à faire

STELLANTIS DANS LA TOURMENTE



La boss de la DGSi se fait des films

LA CHEFFE du contre-espionnage français pensait passer une soirée détendue... Le 10 janvier, Céline Berthon assiste à l'avant-première d'« Ad vitam » – un thriller produit par Netflix dont le héros est un gendarme du GIGN, incarné par Guillaume Canet. La projection privée est organisée par la mairie du Chesnay-Rocquencourt, où plusieurs scènes du film ont été tournées.

Tout roule jusqu'à l'entrée tonitruante dans le nanar de deux contre-espions de sa boutique. Surpris, dans une chambre d'hôtel de Versailles, en train de « siphonner » l'ordinateur d'un agent de la CIA, les intrus abattent ce dernier et son garde du corps. Prévenu par le portier de l'hôtel, qui a entendu les coups de feu, le gendarme Canet fonce avec ses collègues sur le lieu de la fusillade et se retrouve nez à nez avec les deux agents de la DGSi. Lesquels, pour ne pas se faire pincer, défouraillent et se font fumer en retour.

Le supergendarme est intervenu sans avoir le feu vert de sa hiérarchie. Ni une ni deux, il se fait virer. Revenu à la vie civile, il finit par découvrir la véritable identité des deux hommes tués à l'hôtel et devient, aux yeux de la DGSi et du ministre de l'Intérieur, un témoin à abattre pour éviter l'incident diplomatique avec Washington.

C'en est trop pour Céline Berthon, pas loin de crier au complot! La taulière de la DGSi n'a pas du tout apprécié que ses agents passent pour des branques. La cheffe du contre-espionnage est convaincue que le GIGN a cuisiné à sa sauce le scénario coécrit par Guillaume Canet et un ancien supergendarme.

GIGN sans bouillir

Le patron du GIGN et ses collaborateurs, ainsi que les responsables de la communication de la gendarmerie, passent sur le gril. Canet a pu tourner pendant quinze jours au sein du QG des supergendarmes, y compris dans le bureau de leur patron. Si ce n'est pas la preuve d'une manœuvre contre la DGSi...

Las! Les résultats des investigations sont tombés, et les pandores n'ont rien à se reprocher: ils avaient prévenu de leur collaboration la Mission cinéma du ministère de l'Intérieur, laquelle n'avait rien trouvé à y redire...

Céline Berthon est d'autant plus fumasse que, diffusé dans 190 pays, le polar fait carton plein. Avec plus de 54 millions de visionnages, il se hisse au top 10 des longs-métrages non anglophones les plus visionnés sur Netflix. Mieux que « Le Gendarme de Saint-Tropez »!

Heureusement, comme elle le dit dans une interview au « Point » (23/1): « Il n'y a pas de concurrence entre les services. » S'il y en avait, sûr que ça ferait un bon film.

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

DROIT DU SOL : VALLS S'OPPOSE À RETAILLEAU ET À DARMANIN...

JE SUIS DE GAUCHE, JE SUIS DE GAUCHE...



avec son ex-trésorier, Eric Woerth, et les quelque 30 000 euros en liquide non traçables qui lui ont servi à verser des primes à une poignée de collaborateurs. D'où venait cet argent? Un bout de la caisse libyenne? « C'est tout simple, nous avons reçu des dons anonymes, une dizaine », déposés à l'accueil du QG de campagne. « Je n'ai pas utilisé cet argent, je l'ai stocké dans des pochettes », détaille l'actuel député, qui savait que ces liquidités « n'avaient pas leur place dans les comptes de campagne ». Le tout est déposé dans une armoire. Les billets sont distribués au personnel en fin de campagne. « On n'en avait

vraiment pas besoin pendant les élections », puisque les caisses de l'UMP étaient pleines. Là encore, Sarkozy n'est pas alerté.

« Il n'avait pas à m'en rendre compte », évacue l'ex-chef de l'Etat, tout en admettant que, des primes en cash, c'est une attitude « coupable ». Devant les procs, il s'agace. « Condamnez-moi pour les 30 000 euros! Même si Eric Woerth vous a dit que je n'y étais pour rien! Il n'y a pas de liquidités autres que ça! Dix ans d'instruction pour ça! »

Des documents sans aucune utilité dans un coffre-fort et des espèces jetées sur des étagères? « Drôle de campagne », lance un avocat de la partie civile.

Marine Babonneau

Trump s'essuie les pieds sur ses alliés

« FAUT-IL encore considérer Washington comme un allié? Les Américains nous menacent, nous. Pas la Russie ni la Chine », s'alarme un diplomate. Les déclarations de Trump après son entretien téléphonique avec Poutine, celles du secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, devant l'Otan, et les brutales leçons de démocratie infligées par le vice-président J. D. Vance à Munich auraient dû susciter une réaction d'orgueil chez les Européens. Il n'en est rien.

Trump s'essuie les pieds avec Poutine sur le dos des Ukrainiens et de leurs alliés, qui sont censés dire merci et payer. Payer pour garantir l'accord de paix (pas de soldats US, mais des troupes « européennes et non européennes », Poutine y tient), et payer pour la reconstruction, qui bénéficiera surtout aux entreprises américaines. « Trump offre une prime à l'agresseur pour qu'il continue de menacer l'Europe, accuse un général. Tous les tyrans vont se sentir en droit d'envahir leur voisin. » L'un de ses collègues ironise: « Poutine veut tout, maintenant. Il exigera le reste plus tard. »

Quant à Vance, après son discours visant à promouvoir

les extrêmes droites en Europe, « il aurait fallu le reconduire à son avion », estiment certains au Quai d'Orsay. Se présenter comme expert en démocratie et en valeurs morales quand on est le numéro deux d'un président qui a tenté un coup d'Etat en 2021, a été condamné pour agression sexuelle, qui restreint les libertés publiques, menace les fonctionnaires, stigmatise juges et journalistes, et qualifie nombre d'Américains de « parasites », c'est un peu fort de café.

Musk veut réviser l'Otan

L'arrogance de l'équipe Trump est sans limite, mais qu'attendre des Européens? Leurs attermoissements pendant la guerre, leurs divisions et leur volonté de garder ouvert le parapluie nucléaire US à n'importe quel prix ne laissent guère espérer un sursaut. Le patron du Pentagone a lancé un ultimatum aux Alliés: consacrez 5 % de votre PIB à votre défense et armez-vous américain. Certains Etats, parmi les plus menacés, redoutent « la fin de l'Otan ». Répondant à un sénateur affirmant sur X (12/2): « La guerre

froide est terminée. L'Otan est anachronique », Elon Musk a renchéri en demandant une « révision » de l'organisation.

Le plan de Trump pour l'Ukraine est-il viable? « Un cessez-le-feu éternel le long d'une zone tampon, comme entre les deux Corées, depuis 1953, n'est possible que grâce à la présence des militaires américains », estime un fonctionnaire de l'Otan. Ce ne sera pas le cas en Ukraine. Des télégrammes diplomatiques évoquent les craintes d'une déstabilisation du pays, une possible guerre civile, l'exil de millions d'habitants, l'annexion, à terme, de tout le pays. Et un nouveau cycle d'agressions russes. De source diplomatique, encore, l'accord proposé par Trump a été chaleureusement accueilli par une partie des conseillers du tsar, pour l'excelle raison qu'il permettrait à la Russie de recruter et de se réarmer en quelques années. Mais d'autres y sont farouchement opposés, estimant qu'il faut se méfier de Trump, dont l'objectif reste de conserver l'Ukraine dans le giron occidental.

En 2025 comme en 1938, est-ce à Munich que s'est joué le sort de l'Europe?

Le RSA de Macron relance le chômage

ENTRÉE EN VIGUEUR au début de l'année, la réforme du RSA, à en croire une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publiée le 11 février, risque de plomber les statistiques du chômage. Depuis le 1^{er} janvier, les bénéficiaires ou demandeurs du RSA sont automatiquement inscrits à France Travail (ex-Pôle emploi). Le fichier des « demandeurs d'emploi » va ainsi gonfler de quelque 1,2 million de personnes. Il pourrait en résulter, estime l'OFCE, une hausse de 0,9 point du taux de chômage, actuellement à 7,3 %, ce qui rendrait encore plus difficile le retour au plein-emploi (5 % de chômeurs) promis par Macron pour 2027.

Pour comprendre pourquoi, il faut s'attarder un instant sur la définition du chômage. Selon le Bureau international du travail (BIT) – un organisme dépendant de l'ONU et regroupant 187 pays –, trois conditions sont nécessaires pour être qualifié de chômeur: ne pas avoir travaillé depuis plus d'une semaine, être disponible

pour travailler dans les quinze jours et, surtout, chercher activement un emploi.

Les quelque 5,5 millions d'inscrits à France Travail ne remplissent pas tous ces trois critères: c'est pourquoi ils sont appelés, dans le jargon administratif, « demandeurs d'emploi », et non « chômeurs ». Ces derniers sont, eux, 2,3 millions à être totalement privés d'emploi.

Le BIT dans le cirage

Leur passage chez France Travail, où ils seront beaucoup plus strictement encadrés, devrait – à en croire les déclarations du gouvernement – les inciter à « chercher activement du travail », voire à se « rendre disponibles dans les quinze jours ». Ce qui, pour le BIT, les ferait passer de la catégorie « inactifs » à celle de « chômeurs ». Si aucun de ces transfuges ne parvenait à trouver un emploi, le taux de chômage passerait à 8,2 %. Dans le cas contraire, il baisserait (légèrement), pour atteindre 7,2 %. Une hypothèse inter-

médiaire de l'OFCE table sur une aggravation de 0,4 point.

L'Observatoire souligne toutefois que « l'ampleur de l'impact de la réforme sur le chômage demeure très incertaine ». L'Insee va dans le même sens. Vladimir Passeron, le chef de son département de l'emploi, estime que « la réforme

du RSA comporte encore trop d'incertitudes pour se prononcer sur son effet sur le taux de chômage à long terme ».

Mais, si ça l'augmente, cela voudra dire que le plan du gouvernement – remettre les bénéficiaires du RSA au travail – a échoué.

Hervé Martin

NÉGOCIATIONS SUR L'UKRAINE : TRUMP VA RENCONTRER POUDINE



La Cour des comptes dépense sans compter

Son premier président, Pierre Moscovici, multiplie les recrutements baroques et soigne la niche fiscale des armateurs.

PIERRE MOSCOVICI est un inconnu. Rapport après rapport – le dernier est daté du 13 février –, le premier président de la Cour des comptes répète que la France se trouve « au pied du mur » et que ses finances publiques connaissent « une dérive inédite », tout en soulignant l'« urgence absolue » d'effectuer les « ajustements nécessaires ». Cocasse ! Car c'est précisément ce que pensent ministres et parlementaires de... la gestion de la Cour des comptes.

Ces bien mauvaises langues se plaignent que Mosco, à la tête de l'institution, « se comporte comme un président de la III^e République ». Souvent accusé de dilettantisme, l'ex-commissaire européen n'a pourtant pas chômé pour créer des emplois à la Cour. Depuis sa nomination par Macron, le 3 juin 2020, Moscovici a doté l'institution d'une « direction des compétences » (sic). Mis en place fin 2022, ce machin a pour mission de « répondre de manière pertinente aux attentes (...) de ses collaborateurs ». Personne ne lui a dit qu'il existait déjà une direction des ressources humaines Rue Cambon ?

Madame a les jetons

Autre « innovation » : le recrutement, en 2022, d'une Madame Egalité et Diversité en la personne de Mireille Faugère. Cette retraitée présente un profil idéal : ancienne directrice de



L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), elle a été virée en 2013 par Marisol Touraine, la ministre de la Santé de l'époque, pour avoir mal géré la fermeture des urgences à l'Hôtel-Dieu. La dame a connu des ennuis judiciaires pour avoir illégalement cumulé sa rémunération à l'AP-HP avec des jetons de présence dans les conseils d'administration de sociétés privées. Cela ne l'a pas empêchée de devenir, en 2022, patronne du comité éthique, qualité et RSE d'Orpea, la multinationale des Ehpad secouée par des scandales de maltraitance. Une femme d'expérience, donc.

« Pierre a toujours eu l'habitude d'avoir du monde à son service, raille l'un de ses vieux camarades de la Cour et du PS. Ça lui permet de faire autre chose... » Comme recevoir. Rue Cambon, c'est le défilé des limousines. Des responsables politiques de tout bord, des patrons de tout poil sont conviés chaque semaine à déjeuner.

Mosco roule dans une DS 9 flamboyante neuve – le même carrosse que Macron – et, sur le trajet domicile-travail, abuse un brin de son gyrophare. « Monsieur le Premier » ne dédaigne pas non plus voyager

en province. En septembre dernier, il est ainsi descendu à Marseille pour rendre une visite au maire (PS) de la ville et une autre à la présidente (LR) du conseil départemental, puis il est parti couper le ruban de Tangram, le nouveau centre de formation de l'armateur CMA CGM, avant de conclure par un dîner privé avec son pécédé, Rodolphe Saadé, le milliardaire chouchou de Macron. Un magistrat extrapole : « Je suis sûr que le Premier prépare la prochaine présidentielle. » On ne prête qu'aux riches...

Mené en bateau

Ce déplacement phocéen cousu main était organisé par Camille Andrieu, la dirab de l'armateur. La jeune femme était auparavant chargée de mission auprès de Mosco. Pure coïncidence : parmi les « préconisations d'économies » émises le 9 janvier par la Cour ne figure pas l'abandon de la niche fiscale des armateurs, pourtant régulièrement flinguée par les magistrats financiers. Et tant pis si ladite niche est l'un des trois dispositifs fiscaux les plus coûteux pour le budget de l'Etat. Montant du manque à gagner ? 3,8 milliards d'euros en 2022 et 5,76 milliards en 2023, selon la Cour des comptes elle-même.

Avoir quelques relations, Saadé avantages, comme dirait Mosco...

Didier Hassoux et Hervé Liffman



Une réforme des retraites très pénible

LES DISCUSSIONS entre partenaires sociaux sur la réforme des retraites s'ouvriront le 27 février, une semaine après la remise du rapport de la Cour des comptes sur l'équilibre du régime. Ce conclave, qui doit s'achever fin mai à raison d'une réunion par semaine, est très attendu, puisque Bayrou a promis de retranscrire dans la loi les points d'accord.

Y en aura-t-il ? Entre un patronat qui a tout intérêt au statu quo et des syndicats désireux d'enterrer l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, les concertations s'annoncent difficiles. Surtout celle sur la pénibilité au travail, à laquelle tient particulièrement la CFDT. « Le travail abîme le corps », dénonce sa secrétaire générale, Marylise Léon, qui entend remettre l'ouvrage sur le métier.

Une aide à domicile qui lave des patients âgés, un ouvrier qui manie le marteau-piqueur ou un peintre en bâtiment qui renifle des solvants à longueur de journée sont aujourd'hui logés à la même enseigne qu'un directeur du marketing. Tous sont contraints de travailler deux ans de plus depuis la réforme de 2023. Pourtant, les statistiques indiquent que les pre-

miers mourront plus tôt et percevront moins longtemps leur pension de retraite. En 2020-2022, l'espérance de vie des cadres de 35 ans s'élevait à 48,9 ans chez les hommes, 5,3 ans de plus que celle des ouvriers (Insee).

Las, l'intense lobbying du patronat a convaincu Emmanuel Macron de retirer, en 2017, quatre critères de pénibilité offrant le droit à un départ anticipé : port de charges lourdes, vibrations, produits chimiques, postures. Au boulot, les dos cassés ! Depuis, seuls six facteurs d'exposition à des risques professionnels permettent de bénéficier de points cumulés dans le compte professionnel de prévention (C2P), afin de partir plus tôt à la retraite : le travail de nuit, répétitif, alterné (3x8, 2x8), en milieu extrême (bruyant, sous très haute température ou haute pression).

A points serrés

Aux employeurs d'établir les relevés. « C'est tellement fastidieux que beaucoup oublient de créditer les points », regrette Dominique Corona, de l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa). Entre 2015 et 2021, seuls 13 600 salariés ont converti leur précieux bonus pour s'arrêter avant l'heure. Un vrai succès !

D'où le souhait des syndicats de rouvrir le chantier et de réintégrer les critères enterrés par Macron. Le Medef et la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), qui, pendant dix ans, ont bataillé contre ce qu'ils considéraient comme « une usine à gaz », sont vent debout. Eric Chevée, vice-président de la CPME, prévient : « Garder les 64 ans contre une extension de la pénibilité serait un très mauvais deal ! » La Confédération se dit cependant prête à étudier l'indexation de l'âge de départ à la retraite sur l'espérance de vie.

L'avancée sera-t-elle suffisante ?

Emmanuelle Souffi



Salade grecque autour des Meteor

EN CHOISSANT de ne pas brandir son veto pour empêcher la vente de missiles Meteor à la Turquie (« Le Canard », 5/2), la France a méchamment irrité les Grecs. D'autant que l'affaire a éclaté alors qu'Athènes et Paris étaient en train de renégocier l'accord stratégique signé en 2021 qui ratifiait la livraison, un an plus tôt, de 18 chasseurs Rafale, et la future commande de 6 chasseurs supplémentaires ainsi que de 3 frégates de défense et d'intervention – soit entre 3 et 4 milliards de contrats. Aux armes ! En réalité, expliquent les experts, il était difficile pour la France de s'arc-bouter sur son veto. Les

Meteor sont en effet fabriqués par MBDA, un consortium de 6 pays. Si Paris avait maintenu le sien, Londres menaçait de riposter à l'occasion de prochaines fournitures du même missile air-air aux Rafale... grecs. Une perspective mal vue par Dassault, très écouté à l'Elysée.

Missiles mi-raisin

Résultat ? La Grèce exige désormais des compensations pour que la marche turque soit enrayée. Le Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, a rencontré deux fois Macron ces derniers jours – le 11 février, notamment, en marge du sommet sur l'IA. Les Grecs

formulent trois demandes. Un, l'organisation d'exercices militaires aéronavals conjoints dans la zone des îles du Dodécanèse, où se concentrent les tensions gréco-turques. Deux, la livraison, par Paris, de missiles de croisière. Trois, des rabais commerciaux sur la maintenance des Rafale ou les équipements des frégates.

Enfin, Athènes ne se prononce pas sur l'achat d'une quatrième frégate, pourtant prévue dans les accords bilatéraux. Le coût d'une babiole flottante de ce type, entièrement équipée, frôle les 900 millions. Si le climat bilatéral ne se réchauffe pas, l'achat sera repoussé aux calendes grecques...

Les syndicats de flics dans la ligne de mire

LORSQU'IL s'affiche aux côtés des militants et des dirigeants du très droitier syndicat Alliance qui manifeste, le 4 février, devant l'Assemblée nationale, Bruno Retailleau sait où il pose ses chaussures à clous. Depuis quelques semaines déjà, le ministre de l'Intérieur a sur son bureau la version provisoire d'un rapport de la Cour des comptes consacré au « dialogue social dans la police nationale ». Un document – qui sera rendu public à la fin mars –

très enflammant pour les syndicats de poulets et pour les ministres qui se sont succédé à Beauvau. Pan !

Dans le collimateur des magistrats de la Rue Cambon : le copinage malsain et coûteux entre l'administration policière et les organisations syndicales. Avec 83 % de flics encartés, leurs représentants font la loi dans le poulailler. Très risqué pour un ministre de ne pas leur donner le grain qu'ils réclament ! Chaque année, pour éviter que les syndicalistes

ne montent sur leurs ergots, Beauvau leur distribue donc, sous forme de « temps de crédit syndical » et d'« autorisations d'absence », 54 millions d'euros au bas mot.

Décharges à blanc

Un record dans la fonction publique : 367 euros par agent et par an, contre 154 dans les autres ministères. Ils bénéficient aussi d'une subvention annuelle de 1,4 million d'euros pour

leurs faux frais – un versement totalement en dehors des clous, juge la Cour –, sans oublier le « régime irrégulier d'octroi des décharges syndicales en vigueur à la Préfecture de police de Paris ». Et le rapport d'insister : « Les moyens syndicaux font l'objet d'un suivi lacunaire et peu fiable. » Que fait la police ?

Vu la disette budgétaire, Retailleau ne va pas pouvoir, ces prochains mois, claquer autant de blé que son prédécesseur Darmanin pour se mettre les syndicats dans

la poche. D'où sa présence dans les manifs ? « C'est probablement dans ce souci de réaffirmer la proximité de la hiérarchie du ministère avec les policiers que le ministre de l'Intérieur et le préfet de police sont apparus lors de la manifestation du syndicat Alliance », ironise, dans une lettre du 11 février accompagnant le rapport, le président de la quatrième chambre.

Un ministre qui manifeste avec les syndicalistes, il a raison, mieux vaut en rire.

D. H. et C. L.

Pour soigner ses profits, Big Pharma joue la gratuité

LE 3 FÉVRIER, le laboratoire danois Novo Nordisk a annoncé qu'il continuerait de distribuer « gracieusement » son coupe-faim Wegovy à 3000 patients triés sur le volet et ce jusqu'à la fin de l'année 2025. Grâce à « l'accès précoce » – une dérogation qui permet, à titre exceptionnel et temporaire, de bénéficier de certains médicaments pas encore autorisés ni remboursés –, ces veinards bénéficient du traitement depuis l'été 2022. Un peu grosse, la ficelle !

En réalité, les Vikings se servent de ces 3000 « ambassadeurs » (le terme utilisé par Big Pharma) pour parvenir à leurs « faims ». « Le modus ope-

randi est classique, explique au « Canard » Christian Guy-Cochard, le président du Forimdep, l'association pour une information médicale indépendante. Quand on offre un traitement à des malades, ils en font la promotion, ce qui pèse dans la négociation avec les pouvoirs publics. » Et, justement, Novo Nordisk est en train de discuter le bout de gras avec l'Etat. En décembre, la Haute Autorité de santé (HAS) a rendu un avis favorable à la prise en charge à 65 % par la Sécurité sociale du Wegovy pour les adultes souffrant d'obésité sévère, après l'échec d'un changement de régime alimentaire.

L'industriel n'est donc pas un philanthrope, d'autant que, si ses 3000 patients arrêtaient de se piquer, ils reprendraient le poids perdu, ce qui serait la pire des pubs pour son médicament. Dix millions de Français obèses, voilà qui donne les crocs !

Régime spécial

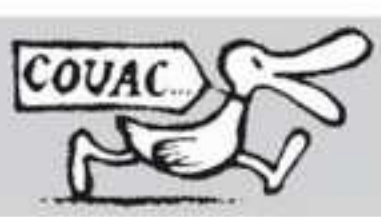
En attendant que les marchandages aboutissent, le Wegovy, autorisé en France depuis octobre, revient à ceux qui n'en sont pas les « ambassadeurs » entre 270 et 330 euros par mois. Maigrir, ça coûte un bras...

Les laboratoires japonais Eisai et américain Biogen utilisent la même méthode pour

leur nouvel anti-Alzheimer, le lecanemab. Ils viennent de déposer une pré-demande d'accès précoce à la HAS, qui doit être étudiée avant fin février. Le traitement aurait pu ne jamais être vendu sur le Vieux Continent : en juillet dernier, l'Agence européenne des médicaments (AEM) a estimé son bénéfice limité dans le ralentissement du déclin cognitif, surtout en considération des possibles effets secondaires (œdèmes cérébraux et hémorragies cérébrales). C'est dans la tête, docteur ?

Qu'à cela ne tienne, les associations sont montées au créneau. Parmi elles, la Société française de gériatrie et gérontologie, la Fondation Vaincre Alzheimer (qui a touché plus de 62000 euros des deux labos depuis 2021) et France Alzheimer (plus de 30000 euros). Leur « plaidoyer » a porté ses fruits : en novembre, l'AEM a autorisé la vente du médicament en Europe... sans convaincre tout à fait la Commission européenne, qui a exigé de nouvelles investigations. Prochaine étape ? Le passage à l'accès précoce, en préalable à la demande de remboursement. Aux Etats-Unis, le traitement coûte 26500 dollars par an (24781,47 euros). Ne pas perdre la tête, ça coûte un ceil !

Fanny Ruz-Quindos et Louise Colvert

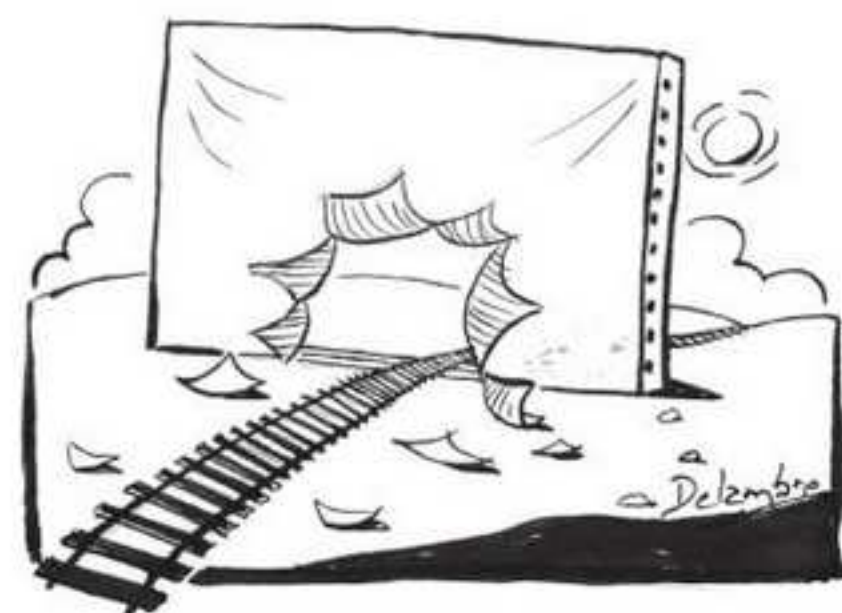


La SNCF, c'est du grand art !



« UNE MÉSAVENTURE qui marquera peut-être l'histoire de l'art », s'amuse Vincent dans un courrier envoyé au Volatile. Le 27 octobre 2024, alors qu'il revient en train d'un séjour en famille à Toulon au cours duquel sa sœur lui a fait don d'une de ses toiles, il est interpellé par le chef de bord : il est en infraction. Son bagage étant non conforme, il doit s'acquitter d'une amende de 150 euros. Le contrôleur est formel. Le tableau représente une « entrave à la circulation dans les couloirs ». Et pas question pour l'homme de loi du ferroviaire de pondérer sa sentence en « vérifiant de visu le talent inouï », selon Vincent, de sa sœur.

Interloqué, le frangin se rend sur le site de la SNCF. Coïncidence : la clause du transporteur a été modifiée le jour de son voyage. « Les règles ne sont pas nouvelles mais mises à jour de façon plus claire et précises, et permettent ainsi d'éviter des questionnements ou des abus de la part de nos clients », explique la SNCF au



Palmpipède. Primo, le voyageur doit être capable de porter en une seule fois tous ses bagages. Secundo, il peut emporter deux valises et un bagage à main – ou une valise, un bagage à main et un bagage spécial. Mais qu'est-ce qu'un bagage spécial, au juste ?

La SNCF considère comme spéciaux les instruments de musique, les vélos sous housse, les vélos pliés, les trottinettes, les fauteuils roulants, les skis et les snowboards.

Un tableau, même s'il ne mesure que 80 cm sur 110 cm, n'entre pas dans la liste. Pas étonnant que Vincent ait essayé une fin de non-recevoir quand il a essayé de s'expliquer avec le contrôleur. « Non, non, non, votre bagage n'est pas spécial, il est interdit », a argué celui-ci. Comme quoi ce n'est pas la taille qui compte.

Faut-il en déduire que la SNCF ne peut pas voir l'art en peinture ? En tout cas, elle n'a pas pris la peine de rappeler Vincent pour justifier l'amende de son contrôleur. Celle-ci s'explique, a-t-elle confié au Volatile, « parce que le tableau est considéré comme gênant et dangereux. En tombant (le train bougeant), il peut obstruer le passage, causer de la gêne, et, si une personne trébuche dessus, elle peut tomber ». La compagnie nationale n'est malheureusement pas en mesure de préciser combien de passagers sont décédés des suites d'une chute d'œuvre d'art dans un wagon.

Elle ne tient pas à noircir le tableau ?

Lou Thuret

Le "bouclier démocratique" attaqué de l'intérieur

FAUT-IL craindre pour la liberté d'expression en Europe, comme l'a prétendu, le 14 février, le vice-président américain, J. D. Vance, grand promoteur de l'extrême droite allemande ? Sans attendre ses bons conseils, Bruxelles s'est doté, le 3 février, d'une commission spéciale, dite du « bouclier démocratique », pour évaluer les risques liés aux campagnes de désinformation sur les réseaux, et autres tentatives d'ingérence et de manipulation.

A peine lancée, cette instance a été la cible d'une... campagne en ligne alimentée par l'ex-

trême droite et par des médias d'influence pro-Kremlin. Dans une note confidentielle tombée dans le bec du « Canard », les services du Parlement européen s'inquiètent d'un message diffusé en anglais, en français et en espagnol, propulsé par « des milliers de bots » (faux comptes automatisés), qui décrit cette nouvelle commission comme un « mécanisme de censure » permettant d'annuler des processus électoraux. A l'approche des législatures allemandes du 23 février, la fake news fait mauvais genre.

D'autant que cette commission est aussi sabotée de

l'intérieur. Présidée par la macroniste Nathalie Loiseau, elle compte 33 eurodéputés, dont près d'un tiers sont issus de groupes d'extrême droite du Parlement. Et ceux-ci ne se privent pas d'alimenter la machine à intox.

Instrument à Vance

Le RN Fabrice Leggeri a ainsi publié sur X un communiqué dans lequel il considère que cette structure « s'attaque une fois de plus à la liberté d'expression, désignant X (ex-Twitter) et TikTok comme des cibles à abattre sous [le] couvert de [la] lutte contre la désinformation ». J. D. Vance n'aurait pas dit mieux !

Ces mineurs de la liberté de désinformer peuvent compter, au sein de la commission, sur d'autres soutiens – à commencer par l'étoile montante des réseaux sociaux, l'eurodéputé Fidiás Panayiotou, promu, selon Politico (10/1), « homme de Musk au Parlement européen ». Autre membre éminent de la commission ? Son vice-président, l'Italien Stefano Cavedagna, un pilier des jeunes de Fratelli d'Italia – le parti de Giorgia Meloni –, qui adore s'afficher avec Marion Maréchal et encourage volontiers J. D. Vance sur X. Avec de tels membres, la commission du « bouclier démocratique » va faire des étincelles.

G. T. et Y. V.



ZigZag

LE CONTE EST BON

Sous le nom de « Denmarkification », des Danois ont lancé une pétition en réponse aux vellétés de Trump sur le Groenland qui a déjà recueilli plus de 200000 signatures. Ils proposent de collecter 1 000 milliards de dollars pour racheter la Californie, avec de grands projets à la clé (Euronews, 12/2). Que deviendra Disneyland ? « Nous le rebaptiserons Hans Christian Andersenland. » Attention, si ça se trouve, Trump ne demande pas mieux que de se séparer de la Californie, ce repaire de démocrates wokistes !



L'ALARME À L'ŒIL

Coup dur pour le Centre de musique baroque de Versailles (CMBV) et les musiciens du Concert spirituel, qui donnaient, le 14 février au Théâtre des Champs-Élysées, une unique représentation du « Persée » de Lully dans une reconstitution d'époque, fruit de deux ans de travail : public, chanteurs et musiciens ont été évacués après seulement dix minutes en raison d'un départ de feu dans un restaurant mitoyen.

Vénus n'a même pas eu le temps de chanter cet extrait (acte V, scène 7) : « Les souverains destins ordonnent/Que des feux éclatants toujours vous environnent. » Lully, encore mieux que Johnny pour allumeer le feu ?

ÇA LAISSE RONGEURS

Une famille de castors a devancé des travaux programmés sur un ancien terrain militaire, en Tchèque, classé aire protégée depuis 2016 (« Ouest France », 13/2). Alors qu'il avait été envisagé « de former des méandres sur une rivière, en aval de deux étangs, et de créer deux ou trois plans d'eau, ainsi qu'un bassin de sédimentation », les castors « ont construit une zone humide avec des piscines et des canaux, et sur une surface presque deux fois plus grande que ce qui était prévu ». Ces sympathiques rongeurs ont permis de réaliser 1,19 million d'euros d'économies.

En revanche, les entreprises tchèques du BTP risquent d'avoir une dent contre eux...

Le colonel de Sainte-Soline bassiné par un tag

C'EST LA MODE : poursuivre en justice quand des propos déplaisent. Paré de son plus bel uniforme de victime, le colonel de gendarmerie Ludovic Vestieu – rendu célèbre par sa bastonnade de militants antimégabassine à Sainte-Soline, il y a deux ans – a pris d'assaut, le 7 février, le tribunal de Niort... pour un tag de manifestants.

Le graffiti avait été peint au sol, devant la gendarmerie de Niort, le 1^{er} mai 2023 : « Pour Serge et les 200 blessés de Sainte-Soline, Darmanin, Dubée et Vestieu en prison. » C'était quelques semaines après le déferlement de 30000 personnes stoppées net par les 600 Robocop du colonel Vestieu, qui avaient largué 5 000 grenades et joué de la matraque. Blessé à la tête par une grenade, le Serge en question a passé quatre mois dans le coma. Le tag, lui, n'est resté que trois heures, avant d'être nettoyé par des agents municipaux...

C'est pourtant un colonel éploré, s'estimant odieusement « diffamé », qui s'est présenté au tribunal. Son bourreau présumé ? Julien Le Guet, porte-parole du collectif Bassines non merci. Le président du tribunal compatit : « Avez-vous été affecté au fond de vous-même ? Car, derrière le gendarme, il y a l'homme... » Le malheureux homme derrière le pandore s'épanche : « Cette attaque frontale, ce tag, je l'ai mal vécu. Il a nourri

en moi le doute, m'a plus d'une fois obsédé. » Et les nuits n'ont pas été trop dures, à la caserne ?

Point de violence policière au menu de ce procès. Au premier témoin – la mère de Serge –, le président balance : « Vous avez porté plainte contre X car vous ne savez pas qui est responsable de ses blessures. Est-ce qu'on peut aussi comprendre l'injustice que ressent le colonel Vestieu ? » La maman s'étrangle : « Bah non... » Un second témoin, Lisa Belluco, députée écolo de la Vienne, est asticoté par le juge :

L'ombre du doute

« Si c'était votre prénom qui était écrit, vous l'auriez pris comment ? » L'élue n'en revient pas. « Mon nom apparaît régulièrement sur des pancartes d'agriculteurs avec un ton menaçant, c'est le jeu quand on est un responsable public. Qu'un colonel de gendarmerie ne supporte pas ça, ça inquiète un peu », glisse-t-elle au « Canard » au sortir du procès.

Ludovic Vestieu explique avoir porté plainte « en tant que simple citoyen ». C'est pourtant le gendarme qui a activé sa protection fonctionnelle, afin que ses frais de justice soient payés par l'Etat. Comme avocat, il a choisi Rodolphe Bosselut, conseil de Marine Le Pen dans le procès des assistants parlementaires du RN. Délibéré de l'affaire le 17 avril. Une chose est certaine : personne n'ira en prison !

Jérôme Canard

Hidalgo se plie en quatre pour son futur employeur à Paris

LA MAIRIE DE PARIS jure toujours qu'Anne Hidalgo n'a signé aucun contrat avec Michael Bloomberg pour diriger une fondation à Bruxelles une fois son mandat de maire achevé, malgré les révélations du « Canard » (30/10/24). Son entrevue en septembre à New York avec le milliardaire américain, en marge d'un voyage pour la Climate Week de l'ONU (coût du déplacement, en 2023 : 24 000 euros), n'aura donc été qu'une simple visite de courtoisie. « Ils se sont vus, la belle affaire ! Ils se connaissent et

s'apprécient depuis vingt ans », résumant ses proches.

Dans ce contexte, il ne faut pas non plus prêter trop d'importance à l'organisation, du 18 au 21 mars prochain à Paris, d'un Sommet international des villes promotrices de santé, porté par Bloomberg Philanthropies et coorganisé par la Ville, dirigée par une certaine Hidalgo Anne. La Mairie y voit une belle manière de rayonner, en « faisant découvrir les politiques développées par Paris », lit-on dans un projet de délibération mis au vote au Conseil

de Paris le 12 février. La fondation Bloomberg Philanthropies « supportera l'ensemble des coûts financiers liés à l'événement ».

Quelques opposants à Hidalgo trouvent tout de même matière à contester : « Elle fait du lobbying pour son futur employeur en utilisant les lieux et les structures des Parisiens », siffle une mauvaise langue. La maire animera un déjeuner à l'Hôtel de Ville devant une cinquantaine de convives, avec mise à disposition gratuite des salons, et le festin sera payé par Bloomberg. Merci pour le service ?

Les raisons de la couleur

A METZ, le Comité mosellan de sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes (CMSEA) ne semble pas être l'ami de la sauvegarde des syndicalistes. Le comité social et économique (CSE) de cette association de 1400 collaborateurs a tenu, le 30 mai dernier, une réunion peu ordinaire...

Ce jour-là, dans une ambiance électrique, Sébastien Marchal, secrétaire du CSE et étiqueté SUD Santé Sociaux, pose une question à propos de l'index professionnel sur l'égalité femmes-hommes : « Dans les centres éducatifs fermés, on recrute des gens majoritairement non diplômés, la plupart étant des salariés racisés. Comment ça se fait ? »

La direction lui demande de préciser, il s'exécute : « Des salariés de couleur, non blancs, si vous voulez. » Début des ennuis. Sébastien Marchal se retrouve accusé de racisme par l'association, qui persiste. Le 1^{er} août 2024, le CMSEA dépose une demande d'autorisation de licenciement auprès de l'Inspection du travail.

Deux mois plus tard, au terme de son enquête, cette dernière refuse, considérant que l'employeur veut surtout se débarrasser de son enquireur de syndicaliste. Dans son rapport, elle écrit que ses propos ne présentent aucun « caractère diffamant et raciste », que Sébastien Marchal a « voulu faire un parallèle

entre les stéréotypes de genre à l'embauche et ceux qui existent en fonction de l'origine réelle ou supposée des personnes ».

Pour l'Inspection, même si le terme « racisé » n'est pas le mieux choisi, son auteur n'a fait qu'établir « un constat sur une réalité sociale » dans le recrutement des centres fermés. Pour la réalité sociale de son cas au CMSEA, il a eu aussi l'occasion de se faire une petite idée.

J. C.

Pianistes sur la touche

DEPUIS lundi, les musiciens qui se présentent au concours d'entrée du prestigieux Conservatoire national supérieur de musique et de danse (CNSMD) de Paris passent leurs épreuves sans accompagnement de piano. Du jamais-vu dans cette prestigieuse institution, si l'on excepte les concours sur vidéo pendant le Covid.

D'ordinaire discrets, les pianistes accompagnateurs des deux CNSMD (Paris et Lyon) ont entamé une grève le 12 février. Ils dénoncent désormais leur situation fortissimo : en fin de grille, ils touchent 1650 euros net par mois, contre 3250 euros net pour leurs collègues professeurs d'instrument. Les deux premiers échelons (sur quatre), inchangés depuis vingt ans, sont même devenus obsolètes car inférieurs au smic ! Une injustice qui ne

passé plus, d'autant que le traitement de leurs collègues dans les conservatoires gérés par les collectivités est bien meilleur.

Grille de désaccords

Pourtant, ils font un travail de dingue : omniprésents, ils accompagnent les cours, les auditions ou les concours. Ils doivent déchiffrer, transposer des partitions « à vue », être capables de jouer toutes sortes d'œuvres... Des compétences qui requièrent un haut niveau d'études et qui sont totalement balayées : les accompagnateurs, employés comme contractuels, ont même pas de cadre d'emploi. Un arrêté est promis depuis 2009, qui n'a toujours pas vu le jour.

Encore plus fort : leur participation aux concours d'entrée est bénévole ! Le ministère de

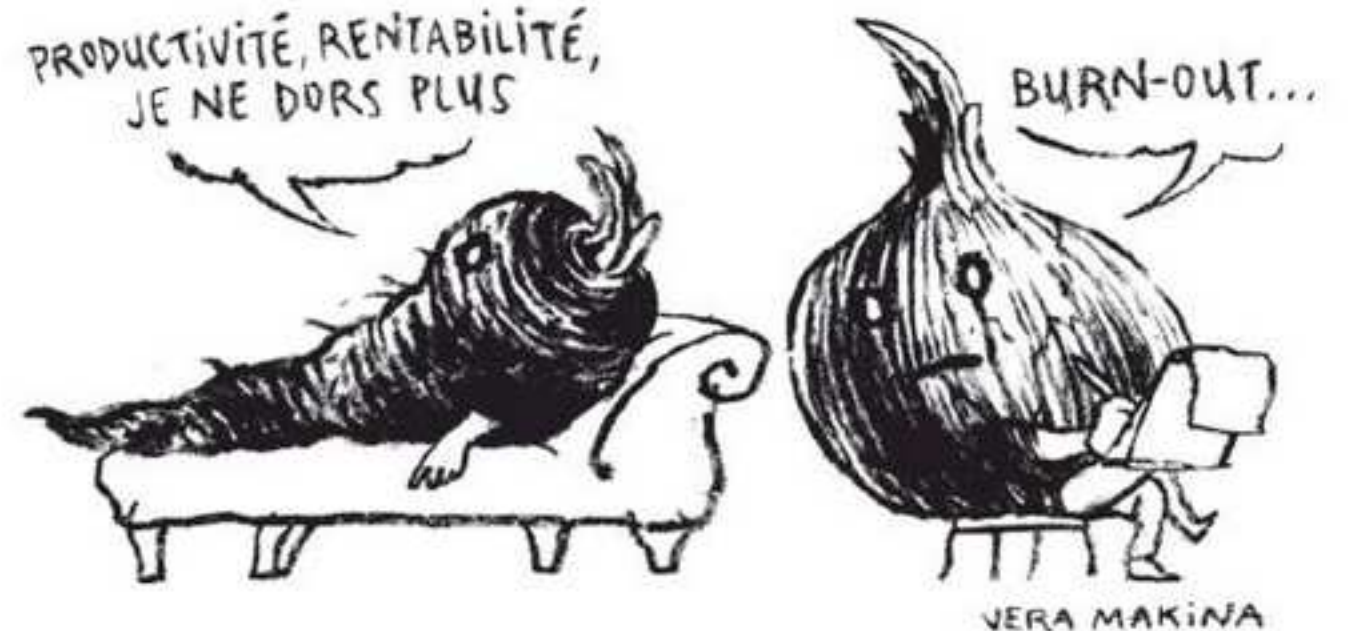
la Culture a bien proposé une nouvelle grille de salaire, mais il a mis le feu aux poudres en annonçant ne reprendre que quatre ans d'ancienneté : des pianistes en fin de carrière redémarreraient ainsi tout en bas de la gamme.

Dans ce mouvement social inédit, les accompagnateurs peuvent en tout cas compter sur le soutien des étudiants, de leurs collègues profs (sur la centaine d'enseignants présents mercredi 12 février au CNSMD de Paris, la moitié étaient en grève) ou encore de stars du monde lyrique, comme Nathalie Dessay ou Sabine Devieilhe. Ce mercredi 19 se tient la réunion de la dernière chance Rue de Valois, les représentants espérant bien obtenir une hausse des salaires et la reprise intégrale de l'ancienneté. Rachida Dati va-t-elle changer de partition ?

E. S. et J. C.

Plouf!

Tous au Larzac !



dicat anti-productiviste milite lui aussi pour une autre agriculture. Il rêve de repeupler les campagnes avec « 1 million d'agriculteurs ». Alors, l'utopie va-t-elle prendre racine dans ces quatre territoires ?

« Je vous arrête tout de suite, rigole Laurence Mandrola, porte-parole de la Conf. Nous sommes pour une agriculture paysanne qui veut nourrir les Français. Pas pour une agriculture vivrière qui reste centrée sur l'autosubsistance. » Ah. Il est vrai que la nuance est de taille. Opposée à l'agriculture industrielle, l'agriculture dite « paysanne » s'appuie sur une charte, dix principes, une défi-

nition précise (elle se veut projet politique visant à « l'organisation de la production agricole au service de la souveraineté alimentaire des territoires et [à] la présence de paysannes et de paysans nombreux ») et, depuis plus de quarante ans, sur un outil de déploiement, la fédération d'associations Feadear (écoles paysannes, formations, aides aux projets, etc.). Elle reste plus que minoritaire.

Même si, depuis 1987, l'association Terre de liens œuvre elle aussi dans ce sens. Partant du constat que les deux tiers des personnes qui veulent s'installer comme agriculteurs ne sont pas issus du milieu agricole

DRÔLES DE ZIGS

ANNA PAULINA LUNA, une représentante républicaine de Floride, va prendre la tête d'une équipe consacrée à la déclassification des secrets fédéraux. Cette trumpiste a annoncé vouloir « rendre la vérité aux Américains » et « restaurer la confiance, grâce à la transparence » (« slate.fr », 14/2).

Grâce à elle, vous saurez tout sur l'assassinat de JFK, les ovnis ou encore la mort de Jeffrey Epstein. La même a récemment proposé « un projet de loi visant à sculpter le visage de Donald Trump sur le mont Rushmore ».

Voilà qui garantit une grande indépendance...

MATHIEU BLANCHARD, spécialiste de l'ultra-trail et récent vainqueur de la Yukon Arctic Ultra, une course de 600 km dans le nord-ouest du Canada, raconte au « Parisien » (17/2) quelques épisodes de cette épreuve dantesque durant laquelle la température descend jusqu'à - 40 °C. Avec, à la clé, quelques hallucinations : « J'ai vu un dromadaire, avec ses poils, sa couleur. J'ai vu des fantômes, des petits sympas comme Casper, le personnage du jeu vidéo "Mario Kart" (...). Mais aussi des vaches bleues. »

Tant d'efforts alors qu'il suffit d'un verre de trop au bistro du coin pour voir des éléphants roses !

TOM DANS, ex-commissaire américain à l'Arctique, l'affirme au « JDD » (16/2) : « Mon objectif a toujours été d'aider les 56 000 Groenlandais (...) à devenir les champions de leur propre destin. » Quant à savoir s'il imagine des drapeaux américains flotter au Groenland, Tom Dans n'a pas de doute : « Dans six mois, un an, quatre ans... oui, à 100 % sûr ! »

Drôle de conception du « propre destin » d'un peuple !



VIATCHESLAV VOLODINE, le président de la Douma (la chambre basse du Parlement russe), s'est délecté du réquisitoire dressé à Munich par J. D. Vance envers l'Europe. Il en a donc remis une couche (« Le Figaro », 17/2), affirmant que, « dans de nombreux pays de l'UE, les procédures démocratiques [étaient] devenues décoratives ».

Alors qu'en Russie, c'est bien connu, elles sont le pilier de la vie politique...

Pan sur le bec !

Contrairement à ce qu'a écrit « Le Canard » (12/2), l'établissement privé Notre-Dame de Bétharram, baptisé « Le Beau Rameau » depuis 2009, n'est pas hors contrat mais bel et bien sous contrat. Le coupable ne subira aucun sévices.



A fond les bidons

PERSONA NON GRATA. Cette année encore, l'Office français de la biodiversité (OFB) va soigneusement éviter le Salon international de l'agriculture, qui ouvre à Paris le 22 février. Aucun stand, pas même une animation ni une table ronde. Les inspecteurs de l'établissement public, que le Premier ministre, François Bayrou, a accusé, dans son discours de politique générale, d'humilier les agriculteurs, n'ont pas envie de se prendre des coups de fourche.

Depuis plus de deux ans, la FNSEA, principal syndicat agricole et chantre du productivisme, et son très droitier acolyte la Coordination rurale chauffent à blanc leurs troupes contre l'« amoncellement des normes environnementales » et les contrôles de l'OFB qui les empêchent de cochonner impunément l'environnement. L'Office a déjà dû déposer une cinquantaine de plaintes pour tentative d'incendie, dégradations en tous genres, menaces de mort... La dernière en date vise le secrétaire général de la Coordination rurale, qui a carrément appelé à brûler les voitures de l'OFB !

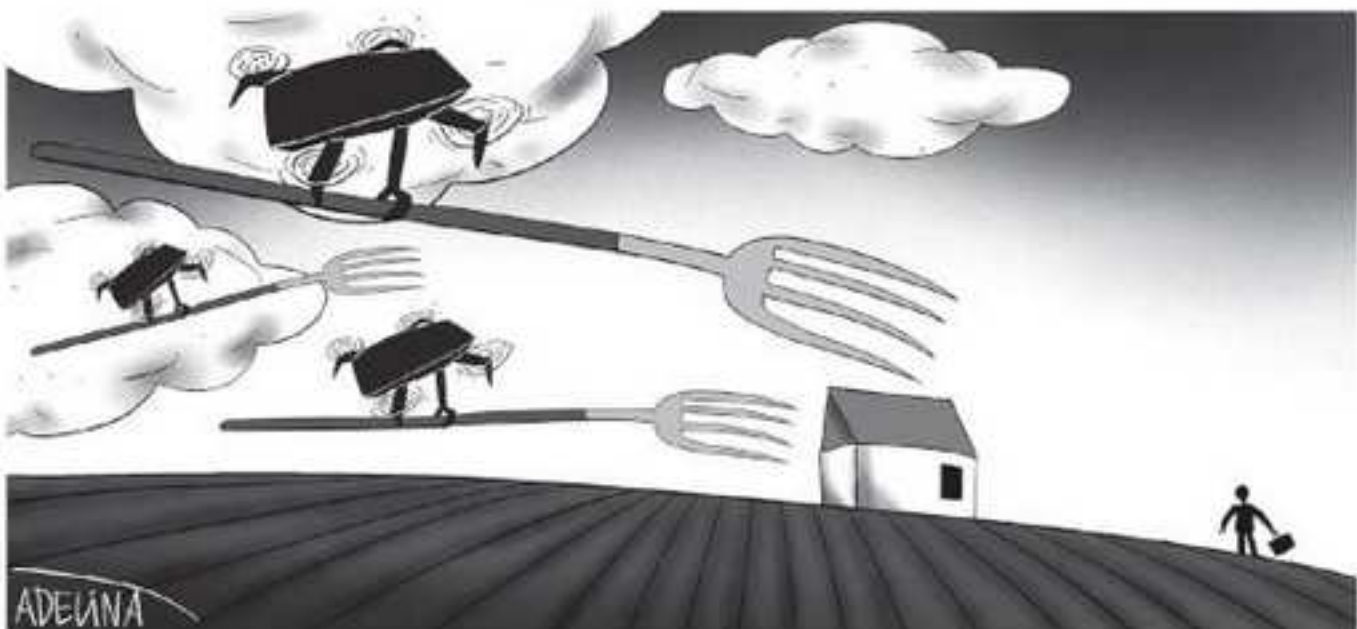
Un climat inflammable qui n'a pas empêché la ministre de l'Agriculture de pondre une circulaire ordonnant aux agents de l'Office de planquer leur arme lorsqu'ils se pointent dans une exploitation. Pour régler une fois

pour toutes son sort à l'établissement public, les deux syndicats agricoles ont mobilisé leurs amis parlementaires. Avec un résultat aux petits oignons. Les sénateurs et députés viennent d'adopter sans moufter le projet de loi d'orientation agricole, qui dépendait une ribambelle d'attentes à l'environnement. Désormais, pour envoyer un contrevenant en correctionnelle, il faudra que l'OFB prouve l'intentionnalité de l'infraction, sans quoi l'affaire se soldera par une amende de 450 euros maximum.

Les procédures judiciaires enclenchées par l'Office n'étaient déjà pas très nombreuses : 1 273 en 2023, soit 13 en moyenne par département... Idem pour les contrôles administratifs, lorsque ses inspecteurs débarquent pour s'assurer que l'épandage de

lisier ou l'aspersion de pesticides se fait dans les règles ou qu'il n'y a pas plus de cochons ou de poulets que le nombre autorisé. Comptez 2 759 visites de routine pour 390 000 exploitations agricoles. Chaque année, moins de 1 % d'entre elles seulement sont donc contrôlées. A ce rythme, le risque pour un agriculteur de se faire inspecter par l'un des 1 700 agents habilités de l'OFB est... d'une fois tous les cent trente ans.

Le dernier coup de râteau a été donné par le sénateur Laurent Duplomb, encarté à la FNSEA. Sa proposition de loi votée par le Sénat affranchit les agriculteurs d'un tas de contraintes environnementales, jusqu'à permettre la pulvérisation de pesticides par drones. L'OFB a vraiment Duplomb dans l'ailé.



Le Cinéma

L'Attachement

(Renaissance prématurée)

DANS UN IMMEUBLE de Rennes, la vie comme elle va et comme elle s'en va. Branle-bas de combat chez les voisins de palier de Sandra, qui hérite sa liberté de célibataire: ils partent à la maternité en catastrophe, Cécile vient de perdre les eaux et lui confie son fiston, Elliot, tandis que le futur papa du bébé, Alex, se ronge les sangs... Le soir, Alex revient seul chercher Elliot, son beau-fils, lui annonçant la naissance de sa petite sœur, Lucille, et porteur d'une « très triste » nouvelle. Alex va-t-il refaire sa vie? Le père biologique d'Elliot reprendre la garde de son fils? Quelle sera la place de Sandra, libraire féministe, que le petit garçon semble avoir élue?

Commentant par un coup de tonnerre qui bouleverse la fragile tissu d'existences ordinaires, ce film de Carine Tardieu parfaitement orchestré montre comment la famille, amputée, se recompose spontanément, tel un organisme vivant. Il ménage un véritable suspense des émois et des choix, et met à nu la vérité des sentiments sous la crudité des situations. Et ce grâce à un régai d'acteurs,



qui tiennent la note vibrante: Valeria Bruni Tedeschi, éblouissante d'humanité après « Les Amours d'Anaïs » ou « La Fracture », Pio Marmai en père déchiré, Vimala Pons en médecin entière, Raphaël Quenard en papa biologique fantasque, mais aussi César Botti, touchant en enfant grave, ou Catherine Mouchet et Marie-Christine Barrault en grands-mères défaite ou indignée...

De l'art de revisiter les liens spontanés du cœur et les affinités électives.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

When The Light Breaks

Deux amoureux au crépuscule: elle rayonne car il a promis de quitter enfin son amie actuelle. Or il meurt dans un tunnel qui s'embrase. A la violence du deuil s'ajoute pour l'héroïne la douleur de devoir garder le secret face à sa rivale.

Après le très réussi « Echo » (2019), le cinéaste islandais Rúnar Rúnarsson donne un film beau comme un oratorio sur la mort qui frappe en pleine jeunesse et ravage un groupe d'amis, rebattant les rôles des survivants. Une méditation sur la lumière qui peut resurgir au fond de l'ombre. – D. F.

From Ground Zero

Gaza, sous le vrombissement des drones et le fracas des bombardiers... Un jeune homme dégagé deux fois en vingt-quatre heures de bâtiments éventrés. Un fiancé qui pleure son amoureux. Un homme qui dort dans un sac mortuaire... Des enfants qui racontent en dessins la traumatisme de voir leurs parents écrire leur nom sur leurs membres, pour les rassembler si les explosions les déchiquettent. Et toujours la mer si bleue, au loin.

Tournés à Gaza sous l'égide du cinéaste Rashid Masha-rawi, ces 22 courts-métrages

en disent plus long sur la condition des Gazaouis que bien des discours. – D. F.

La Fabrique du mensonge

L'ascension du « docteur » Goebbels, le fidèle ministre de la Propagande de Hitler, maître dans l'art d'électriser les foules et de faire des actualités cinématographiques une fiction.

Trump n'a pas inventé l'art de désinformer. Pour mieux en démonter les mécanismes, Joachim Lang choisit de plonger le spectateur dans l'intimité éloquent des dirigeants nazis. La force du film est d'inclure nombre d'images d'archives, serties au milieu de la reconstitution. Où l'on voit l'« oncle Hitler » omniprésent dans la famille modèle fondée par Goebbels et son épouse, Magda, qui n'hésiteront pas à supprimer leurs six enfants avant de se suicider. – D. F.

Dis-moi juste que tu m'aimes

Elle lui avait brisé le cœur quinze ans plus tôt. Quand Anaëlle (Vanessa Paradis) revient à Vannes, où elle ouvre un bar, Julien (Omar Sy) s'interroge, et sa compagne (Elodie Bouchez) s'affole. Sûre d'être supplantée, celle-ci prend pour amant son supérieur hiérarchique. Pas une bonne idée...

Cet efficace polar psychologique, signé Anne Le Ny, joue

sur les intentions que chacun prête à l'autre, provoquant des brouillards d'incompréhension mutuelle. José Garcia, en cadre sup tordu, s'en donne à cœur joie, entre la Glenn Close de « Liaison fatale » et le Sergi López de « Harry, un ami qui vous veut du bien ». – J.-F. J.

Mercato

Agent de footballeurs à la ramasse, Driss (Jamel Debbouze) est menacé par des intermédiaires à qui il doit une fortune. Son seul atout: un attaquant du PSG qui cire le banc de touche. Sous les yeux effarés de son fils idéaliste, il tente tout pour le vendre à un autre club avant la clôture du marché aux joueurs, le mercato.

Si la peinture de ce monde – cupide, cynique, vulgaire – brossée par Tristan Séguéla semble un brin chargée, le compte à rebours est hâletant. Et certains personnages sortent par le haut de la fatalité de leur rôle social. – J.-F. J.

September & July

Deux sœurs inséparables: l'ainée, autoritaire, qui protège sa cadette harcelée au collège. Et leur mère, imprévisible. Cet étrange trio migre dans une petite villa au bord de la mer.

Adaptant le roman « Sœurs », de Daisy Johnson, l'actrice franco-grecque Ariane Labed propose un film dissolvant, singulier, attachant, qui rappelle l'univers arbitraire de son mari, Yorgos Lanthimos, mais avec un style plus ancré, pour mieux explorer les abîmes de la sororité. – D. F.

Brian Jones et les Rolling Stones

Nick Broomfield ambitionne de rendre justice au premier des Rolling Stones, Brian Jones (1942-1969), fondateur et premier inspirateur du groupe, guitariste surdoué et multi-instrumentiste.

Plongée dans les archives, témoignages éclairants de proches, dont le bassiste Bill Wyman, ou feu Marianne Faithfull, pour ressusciter ce jeune séducteur compulsif mais complexe, rejeté par un père rigoriste puis éclipsé par Mick Jagger, qui a sombré dans les addictions et n'a pas survécu à son éviction des Stones... – D. F.

Les films qu'on peut voir ou revoir

Quatre nuits d'un rêveur

Un jeune peintre sauve une jeune femme mystérieuse qui s'apprête à sauter du Pont-Neuf. Et la revoit trois autres nuits, tombant amoureux de celle qui se dit amoureuse d'un autre.

Adapté des « Nuits blanches », de Dostoevski, ce film de 1971 de Robert Bresson suit les paradoxes de l'amour impossible, à travers des promenades nocturnes dans le Paris de l'après-Mai-68, la magnificence des corps et des plans composés comme des natures mortes. Enfin restauré, ce chef-d'œuvre est célébré par Jia Zhangke, Wim Wenders ou Sergueï Loznitsa, autres cinéastes de l'amour absolu. – D. F.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Young Hearts

Dans un village des Flandres, le jeune Elias est infiniment troublé par la présence de son nouveau voisin, Alexander, venu de Bruxelles. Le coming out d'Elias est filmé avec intelligence par Anthony Schattman, qui a reçu le prix Cannes Écrans Juniors en 2024. L'interprétation des deux héros est époustouflante de justesse, mais cette histoire d'amour baigne dans une atmosphère si sirupeuse qu'elle fait perdre de sa force au propos. – A.-S. M.

Lettres ou pas Lettres

Halte au péril zone !

L'historien canadien Quinn Slobodian alerte

contre « Le Capitalisme de l'apocalypse », avide de dollars et d'inégalités.

« MOI, quand on m'en fait trop, je correctionne plus, je dynamite, je disperse, je ventile. » Après Blier, Ventura et sa bande, les nouveaux « Tontons flingueurs » sont arrivés. Mais ils ne font rire personne. Ils sont « libertariens », « anarcho-capitalistes », ils ont les moyens de leurs lubies, à l'instar d'un Peter Thiel, milliardaire proche d'Elon Musk, trumpiste de la première heure, convaincu que « nous vivons les derniers jours d'un monde très ancien »: l'effondrement des Etats nationaux. « Crack-Up Capitalism »: le titre original de ce livre passionnant signifie littéralement « capitalisme à fragmentation ». L'ennemi à pulvériser, c'est l'Etat-nation, créateur d'impôts et distributeur de subventions pour la plèbe. La solution, pour les riches, c'est de faire sécession dans des résidences fermées (« gated communities »), des îles artificielles, des plateformes flottantes et des paquebots-bureaux.

Déjà, Elon Musk est en train de bâtir des villes privées, régies par des entreprises de son groupe.

Dis-moi, là, après la démocratie, et après l'état-nation...



... Pourquoi pas le féodalisme, avec ses puissants et ses gueux?

PANCHO

Que fleurissent donc 1 000 « zones économiques spéciales », « ports francs » et « parcs d'affaires ». Reagan et Thatcher avaient lancé le mouvement, mais trop timide, dement aux yeux des nouveaux cadors du numérique et du high-tech. Aujourd'hui, il faut finir le travail, « effacer le XX^e siècle et l'Etat providence ». Cela tombe bien: à la Maison-Blanche, le nouveau patron pense la même chose.

L'avenir est tracé: des Hongkong, des Singapour, des Dubai partout! Ce dernier cas est le plus mirobolant. Superparadis fiscal, propriété

d'un clan familial, Dubai a fondé son économie sur la spéculation immobilière (beaucoup d'appartements de luxe ne sont jamais occupés). Aucune vie politique, pas de syndicats. Pour bâtir les gratte-ciel, il faut quand même des ouvriers. Importés d'Asie, ils doivent en arrivant remettre leur passeport à leur employeur pour la durée du séjour. Chaque parcelle de terre relève d'un régime juridique taillé sur mesure pour les investisseurs.

La Chine, moins monolithique qu'on l'imagine, s'inspire de ce modèle en

patchwork: elle concilie parti unique et zones franches multiples. Néanmoins, elle reste un Etat-nation, au grand dam des anarcho-capitalistes, dont les plus allumés rêvent d'une société néomédiévale où des groupes « auto-organisés » seraient chargés de la sécurité et du maintien de l'ordre. Pas de police nationale mais des chasseurs de prime, pas de prisons financées par l'Etat: les prisonniers devraient payer leurs frais d'incarcération ou négocier une réparation monétaire de leur faute. On sait que, pour Donald Trump, tout est transaction, tout se marchande: la docilité d'un juge, les faveurs d'une call-girl, un traité de paix au Moyen-Orient ou en Ukraine.

Quinn Slobodian a raison de rappeler que ces théories anarcho-capitalistes se sont fracassées lors de l'épidémie de Covid-19, jugulée par des Etats-nations pas si décatés. Reste une question, en cas d'épidémie de peste: que choisiraient les nouveaux chevaliers de l'apocalypse? Paquebot ou île flottante?

Frédéric Pagès

● Seuil, 368 p., 25,50 €. Traduit de l'anglais (Canada) par Cyril Le Roy.

A qui père gagne

Patronyme

de Vanessa Springora

D'OU vient le nom de ce père impossible, faux espion et vrai mythomane? Le patronyme tchèque Springora signifie-t-il « montagne de printemps », comme le hasarde l'intéressé? ou serait-il la contraction de « Springer von Carlsbad », comme il le prétend en se construisant des châteaux en Allemagne?

Après avoir frappé un grand coup avec « Le Consentement » (2020), récit rigoureux de sa relation sous emprise avec Gabriel Matzneff, entamée lorsqu'elle avait 14 ans, Vanessa Springora s'attaque cette fois à un autre homme de sa vie, à un autre homme qui a abîmé sa vie, à force de « folie contagieuse »: son père, Patrick Springora, retrouvé mort en 2020. Devant vider le petit appartement où il s'est clochardisé, elle se lance dans une enquête sur sa vie et sur l'origine de leur nom commun. Attention, un fantôme peut en cacher un autre: celui du grand-père Joseph Springora (1912-1979), dont elle retrouve des photos en escrimeur et sportif arborant l'aigle nazi...

L'écrivaine ne cesse, dès lors, de vouloir tirer au clair ces clichés brûlants, de mettre au jour le parcours exact de son grand-père, noué autour de la modification de son patronyme, ce secret familial qui pourrait donner la clé des « manies » du père.

Elle se rend à Prague, puis à Zabreh, la ville natale de celui qui s'est d'abord appelé Josef Springer, dans les Sudètes, en pratiquant volontiers l'auto-analyse, tout en s'appuyant sur ses lectures, de Kafka à Kundera, ou de Stefan Zweig à Jiri Weil. Et elle replonge dans ses souvenirs d'enfance, tel celui d'un grand-père si doux quand il la portait endormie: « C'est incroyable comme la sensation est restée vivace en moi, la force de ses bras d'homme, sa façon de me soulever comme un poids plume, ses mains si délicates, toute la tendresse qui s'y logeait, tandis que je faisais semblant de dormir en savourant le fait d'être une chose inerte. »

De proche en proche, l'exploration familiale se fait élucidation de soi, révélant le « syndrome d'imposture » de l'auteure, sa propension à échafauder des conjectures, voire une tendance à la surinterprétation, mais aussi le ressort de son imagination romanesque dans les quelques chapitres où elle réinvente la jeunesse de son grand-père... Jusqu'à la lucidité étincelante des dernières pages: « Mon Josef n'est pas un héros, mais il est celui de ce livre. Et pour toujours, il se tiendra dans cette zone grise, à la lisière du bien et du mal. » La « zone grise » du consentement – du consentement au pouvoir éclairant de la mémoire.

David Fontaine

● Grasset, 368 p., 22 €.

CONCOURS DE L'ENSEIGNEMENT : TOUJOURS MOINS DE CANDIDATS

(INCOMPRÉHENSIBLE...)



500 kilos d'explosifs

Giovanni Falcone

par Roberto Saviano

ET VOILÀ que, page 109, l'qui sait pourquoi, on bascule. C'est le juge Falcone qui parle. « "On ne met pas au monde des orphelins." – Quoi, lui a-t-elle demandé, prise au dépourvu. – On ne met pas au monde des orphelins, a-t-il répété en posant la tête sur son épaule. On met au monde des enfants, pas des orphelins." Elle l'a caressé, le regard perdu dans le vide. Ils n'en ont jamais reparlé. » Jusque-là, on hésitait.

Raconter les dernières années du fameux juge anti-mafia, que 500 kilos d'explosifs pulvérisèrent le 23 mai 1992 (il avait 53 ans), en s'appuyant sur des milliers de documents, et se permettre de « relier des faits, combler des vides, reconstituer des dialogues », était-ce légitime? Tant d'auteurs usent et abusent de ce procédé... Là, soudain, le doute est levé.

Roberto Saviano a bien fait. La tête de l'auteur de « Gomorra » est mise à prix par la mafia. Il sait de quoi il parle. Quand il nous fait entrer dans celle de Falcone,

lequel sait que ses jours sont comptés, il parle vrai. A la fin de chaque chapitre, il précise ses sources, et ce qu'il a inventé « à des fins narratives ». C'est d'une honnêteté sans faille. Grâce à lui, on comprend de l'intérieur ces juges, ces flics, ces fonctionnaires qui luttent contre la mafia. Et qui savent leur vie menacée.

En face d'eux, des gens qui leur mentent droit dans les yeux et envoient leurs sbires les abattre d'une rafale de kalachnikov dans le dos. Des « hommes d'honneur », comme ils se voient eux-mêmes. Ils sont « le degré zéro de l'évolution humaine ».

Les voisins de Falcone qui ralentissent parce que l'escorte de flics qui le protège jour et nuit est trop bruyante. Les mauvaises langues qui l'accusent de chercher à jouer les vedettes. Tous ceux qui ne reconnaissent l'héroïsme du héros qu'à sa mort... Ce livre est une magistrale leçon de lucidité, de politique, de courage. On souhaite à Saviano de vivre très, très longtemps.

Jean-Luc Porquet

● Gallimard, 608 p., 25 €.

La Voie aux Chapitres

Le Temps d'après

de Jean Hegland

« MES MÈRES disent qu'il n'y a pas si longtemps, la Terre était remplie de gens. » Mais, ça, c'était avant! Quinze ans après l'« effondrement planétaire » et les événements décrits tout au long de « Dans la forêt » (premier tome exploratoire qu'il n'est nullement nécessaire d'avoir lu pour se plonger dans celui-ci), le jeune Burl coule des jours heureux au fond des bois, couvé par ses deux mamans, Eva et Nell, qui ont construit pour lui « une confortable capane (si, si) remplie de nourriture et de remèdes ».

Vivre caché: c'est la clé pour vivre tout court dans cette ex-Amérique réduite à l'état de no man's land, où chaque rencontre peut s'avérer fatale. Entouré

d'amour, nourri par les contes et les histoires d'autan, le jeune garçon se satisfait d'abord de cette existence de solitude partagée, « puisque nous sommes en sécurité et en forme et heureux dans notre Forêt » – un quotidien à la Thoreau, rythmé par les saisons et la contemplation émerveillée d'une nature rendue à elle-même. « A la mi-journée, on gambaladait au milieu des prairies fleuries et des nuées de papillons [puis] c'étaient des pirouettes autour des tisons mourants en écoutant le cri des grillons et le chant des étoiles. »

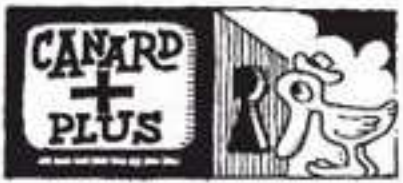
Mais peu à peu vient au jeune homme le goût d'autrui, le dangereux désir du partage et de la communauté. Quand, pour la première fois, il prend conscience que d'autres humains existent, il en reste pantois. « Comment ils ont fait pour sor-

tir de leurs histoires? » Car il y a quelque temps, oui, une lumière est apparue au pied de la montagne, le signe, peut-être, d'une présence humaine. Eva et Nell pourront-elles empêcher leur (grand) garçon de partir – de grandir?

Récit d'aventures et d'apprentissage porté par une langue chamarrée et en voie de réinvention (les néologismes abondent), le roman de Jean Hegland questionne aussi notre présent et les errances coupables des hommes. Comment en est-on arrivés là? « Les milliardaires, gémit un survivant, y savaient qu'ils planét courrait à sa perte et y s'en fichaient. » Pas à nous que ça arriverait.

Fabrice Colin

● Gallmeister, 352 p., 23,90 €. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Josette Chicheportiche.



● SÉQUENCE émotion, samedi 15 dans « C l'hebdo » (France 5), à l'évocation de « la nouvelle vie sous bracelet électronique de Nicolas Sarkozy ». « On mesure le choc (...) ». C'est aussi une sanction pour sa famille », s'attendrit l'animatrice, Aurélie Casse. « Sa petite fille a dit sur Instagram qu'elle allait partir à l'île Maurice seule sans ses parents », enchaîne le confrère Laurent Valdivieja. L'enquête du service public face à cette tragédie va plus loin: « Cloué tous les soirs à 20 heures, à la merci de son juge d'application des peines, il a raté le PSG-Monaco de la semaine dernière. »

C'est Guantánamo! Mais que fait la Cour européenne des droits de l'homme politique?

● TRÈS À CHEVAL, comme chacun le sait, sur la précision de l'info, la Bollosphère a déploré que quelques médias, dont la gauchiste AFP, imputent le décès du jeune Elias, poignardé le 24 janvier par deux mineurs, à un « coup de couteau », alors que l'arme utilisée s'est révélée être une machette. Et, la machette, c'est l'Afrique, bien sûr, le coupe-coupe, le révélateur de la « tropicalisation de la France », a estimé Villiers le Vendéen sur CNews (14/2). « L'espace médiatique ne veut pas entendre le mot "machette" », avait scandé Praud avant lui, alors que le « JDD » (16/2) criait à l'« incidence » journalistique.

A ne pas confondre avec l'incidence de la récupération!

● LES 800 « correspondants locaux de presse » de « Midi libre » viennent d'être informés de la baisse programmée de leurs émoluments dès ce mois de février. Ces correspondants, qui existent dans tous les journaux régionaux, ne sont pas des journalistes professionnels mais souvent des retraités payés en honoraires. A Montpellier, les plus actifs fournissent une vingtaine d'articles par mois.

Mais « Midi libre », qui est déficitaire, prévient, dans un courrier adressé aux intéressés, qu'ils ne recevront plus 27 euros mais 17 euros par article. Les annonces et comptes rendus passeront, eux, de 12 à 11 euros. Par solidarité, deux associations des maires du Gard ont pris leur défense dans des communiqués. Lesquels n'ont pas été relayés par « Midi libre ». Propriétaire du titre, l'ancien sous-ministre radical de gauche Jean-Michel Baylet a économisé deux fois 11 euros. Tout de même!

Le Canard enchaîné

01.42.60.31.36

redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)

Président,
directeur de la publication :
Erik EMPATAZ

Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN

Principaux associés :
Erik EMPATAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odile BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THENARD
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction :
Jean-François JULLIARD.

Rédacteur en chef :
Jean-Michel THENARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRÉNO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements

01.42.60.75.16

abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaine.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN

– Formule papier 68 €
– Formule numérique* 58 €
– Formule papier + numérique* 84 €
– Formule intégrale* 106 €

* Edition numérique disponible
dès le mardi 21 heures, avec accès
à tout le site « www.lecanardenchaine.fr »

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

Les chatouilleuses

Le 20 décembre 2024, en visite sur l'île de Mayotte, dévastée par le cyclone Chido, Emmanuel Macron est hors de lui. On se souvient des images. Cravate, chemise blanche aux manches retroussées, le président de la République balance à l'assistance: « Si ce n'était pas la France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde! » Sauf que voilà, Mayotte, c'est la France. En 1841, vingt ans avant que les Savoyards et les Niçois ne rejoignent la République, cette île de l'océan Indien s'était déjà placée sous la protection de Paris.

Quatre îles composent les Comores: Grande Comore, Anjouan, Mohéli et Mayotte. Chacune d'elles était dirigée par un « sultan batailleur », et Mayotte subissait régulièrement les razzias de ses trois voisins. Le souverain de Mayotte a donc souhaité bénéficier de la « paix française ». Bientôt rejoint par les autres îles de l'archipel.

« Morts de rire »

En août 1958, le général de Gaulle propose aux Comores un changement de statut. Alors que les trois autres îles acceptent l'idée d'une autonomie interne, Mayotte réclame déjà la départementalisation. Les nouvelles institutions comoriennes lui font payer cher cette sédition. La capitale administrative est transférée à Grande Comore. Les fonctionnaires mahorais sont sommés de déménager, abandonnant leurs familles à Mayotte, où tout se dégrade.

Ahmed Abdallah, sénateur, commerçant riche, futur président de l'Etat indépendant, organise une forme de pénurie contre la rebelle. Riz, électricité, eau courante, tout manque. Seuls trois députés mahorais s'opposent à 37 élus comoriens

à l'assemblée territoriale. Mayotte n'a plus de voix.

Mais, en 1966, les Mahoraises se révoltent. Emmenées par « la Mère », Zéna M'Déré, elles créent le mouvement Sorodas, les « combattantes ». Leur mode d'action? La chatouille. Dès qu'un officiel comorien ou français passe, elles ululent deux fois et se ruent sur lui. En grappes, ces musulmanes, très pauvres, souvent illettrées, s'accrochent à son complet-veston, jusqu'à ce qu'il tombe hors d'haleine. « Jusqu'à ce qu'il meure de rire », sourit aujourd'hui une ancienne combattante. Chatouiller les puissants en public, c'était les humilier, leur faire perdre superbe et orgueil.

Un seul cri chez ces femmes: « Nous voulons rester françaises! » Slogan repris plus tard par le Mouvement populaire mahorais (MPM) et par la majorité des habitants de l'île, jusqu'à la départementalisation par référendum, en mars 2009.

De résistance en répression, de Pompidou à Sarkozy – pour la gauche, la volonté des Mahorais de rester français était illisible vis-à-vis de l'équation indépendance égale émancipation – en passant par le mercenaire Bob Denard, faiseur de présidents fantoches et assassin de dictateur, voilà un rappel historique qui tombe à point dans l'actualité.

Et, lorsque le Mahorais se plaint de la « submersion » comorienne, ce n'est pas en écho au piètre débat hexagonal sur l'identité française, mais parce qu'il craint que l'Etat voisin ne tente de parachever un plan qui n'a pas varié depuis le XIX^e siècle: soumettre Mayotte, « qui n'a pas pour habitude d'obéir », comme disait le président Abdallah.

Sorj Chalandon

● « Mayotte, le choix de rester français », de Philippe Tourancheau (écrit par Fabrice d'Almeida), le 23/2 à 23 heures dans « La Case du siècle », sur France 5.

A travers la Presse déchainée

Le tuyau de la semaine

Sur « aerobuzz.fr » (13/2):

« La guerre d'Ukraine offre des bouchés inattendus aux start-up françaises de l'aéronautique. »

Ça mérite quelques bouteilles débouchées!

Ca hue dans les brancards

Dans les « News » d'Orange (10/2), à propos de la limitation de vitesse à 80 km/h:

« Entrée effectivement en vigueur le 15 juin 2018, la

mesure avait provoqué un tollé dans l'Hexagone. »

Malgré une certaine tollérance?

Qui l'eût grue?

Dans « Liberté » (8/2):

« Les opérations en cours attirent la curiosité de nombreux patients, séparés du chantier par de grandes palissades. »

Des passants qui n'étaient pas en urgence absolue!



Piqué dans le « Courrier picard » (7/2):

« Alors qu'il roule à 200 km/h, au lieu des 130 km/h autorisés, il est pris en chasse par des douaniers, gyrophares hurlants. »

Où sont passées les sirènes? Que la lumière soit faite!

Pioché dans « Libération » (14/2):

« Affaire Bétharram: Bayrou pressurisé. »

Sous pression, le Premier ministre n'a plus qu'à surveiller le baromètre de l'opinion.

Comme son nom l'indique

Sur « francetvinfo.fr » (3/2):

« Les politiciens tapent sur nous pour faire plaisir aux agriculteurs. On est une cible facile pour eux », par Eric Gourdin.

Dans « La Provence » (30/1):

« Un homme d'une quarantaine d'années a été interpellé mardi, rue de la Grenade-Entrouverte, à Avignon. »

Prises de Bec

Philippe Bas

Un mandat à long terme

Même ses adversaires reconnaissent que le poste de « sage » au Conseil constitutionnel conviendra au profil de ce peu rieur mais pugnace sénateur.

NE PAS SE FIER à son visage d'éternel chérubin, à ses airs de premier communiant, à ses manières d'abbé de cour. Philippe Bas, il le dit lui-même, est un homme qui « n'a pas recherché la lumière, mais [qui] s'en accommode très bien ». Comme il s'accommodera de sa nouvelle fonction de « sage » au Conseil constitutionnel, une fois que la commission des Lois du Sénat lui aura – sauf surprise – donné son aval, ce 19 février. Un joli lot de consolation pour celui qui avait refusé le poste il y a trois ans. Gérard Larcher voulait déjà éloigner un potentiel rival. « Bas espérait succéder à Larcher, croit savoir un ancien sénateur LR. Mais il n'a pas du tout le profil! Il lui fallait donc une porte de sortie. »

C'est qu'à 66 ans Philippe Bas ne savait plus comment s'occuper. Il ne trouvait plus de poste digne de ses compétences, dont il se fait une haute idée. Après ses deux mandats à la présidence de la commission des Lois du Sénat, ses « amis » du groupe LR n'avaient pas consenti à modifier le règlement interne pour lui permettre de jouer

les prolongations. « C'est un crève-cœur », avait soupiré Bruno Retailleau, qui présidait alors le groupe. Mais, quand il y a une règle, elle doit s'appliquer à tout le monde. »

C'était en 2020, Bas avait quand même réussi à récupérer une questure, mais, là encore, au bout de trois ans, avait été prié de laisser la place. Il avait jeté son dévolu sur la commission des Affaires étrangères mais s'était pris une tôle. Sa boulimie avait fini par lasser ses « amis » politiques. Aussi sont-ils « plutôt contents de le voir dégager », grince un sénateur centriste. Les gens sont ingrats.

Il s'éclate au Sénégal

Ses futurs collègues du Conseil constitutionnel devront quand même se méfier. Bas serait bien capable de rebâtir la maison du sol au plafond. Il l'a déjà fait, dans une vie antérieure. C'était au Sénégal, à la fin des années 80. Le président Abdou Diouf avait fait appel au jeune énarque pour dénouer



Le Théâtre

Trahisons

(Infidèle au poste)

UN moment, Swann Arlaud se penche vers Marc Arnaud. Il joue le rôle de Jerry, un agent littéraire et meilleur ami de Robert, l'éditeur que ce dernier interprète. Désespéré, il peine à comprendre pourquoi Emma, la femme de Robert, a ressenti le besoin de lui avouer leur liaison. L'acteur s'exprime avec une telle spontanéité qu'il déclenche les rires dans la salle.

Un peu plus tôt, Marie Kauffmann, incarnant une Emma pleine de délicatesse, confiait à Jerry qu'elle devait dire la vérité à son époux, par honnêteté. Plus tard, lors de la fameuse scène du restaurant italien, Marc Arnaud, face à Swann Arlaud, laisse entrevoir la faille de Robert. L'éd-

teur, jusque-là impénétrable, craque en évoquant un voyage en Italie.

Tout semblait réuni pour rendre inoubliable cette version de la pièce culte de Harold Pinter, créée à Londres en 1978 et à Paris en 1982: un trio d'acteurs solides, un décor élégant quoique froid avec ses néons, un usage discret de la vidéo. Mais voilà: la metteuse en scène Tatiana Vialle semble s'être arrêtée au bord du précipice au lieu d'y plonger la tête la première. Résultat: peu de tension, pas

de poison, rien de cette perversité qui fait le sel de Pinter. Et des comédiens bridés par trop de retenue.

Ainsi, lorsque Robert découvre l'infidélité de son épouse en tombant sur une lettre de Jerry et tente de lui arracher un aveu, c'est comme si rien ne se passait. De même, quand Jerry et Emma se retrouvent pour s'abandonner à la passion, la scène manque cruellement de feu.

Mise en scène se contente de dérouler la mécanique de Pinter comme un vieux réveil

qui ne sonne plus. Le temps remonte, depuis les retrouvailles de Jerry et d'Emma jusqu'à leur première rencontre, dans un ballet millimétré où chaque séquence est ponctuée d'un fondu au noir et d'un déplacement solennel de néons qui, comme la répétition musicale, virent vite à la punition.

Ce n'est pas une trahison, juste une déception.

Mathieu Perez

● Au Théâtre de l'Œuvre, à Paris, jusqu'au 30/3.

Du charbon dans les veines

YVETTE HORNER aurait adoré. On y joue de l'accordéon. On en parle sans arrêt. Et de foot aussi. De Raymond Kopa. De la silicose. De pigeons. De la chicorée qu'on met dans le café. Oui, gagné: on est chez les chtis. A Nœux-Mines.

Ce n'est pas tous les jours que le théâtre s'aventure dans les corons. Simone y tient un bistrot. Son mari, Sosthène (Jean-Jacques Vanier), est un mineur à la retraite. Miné par la silicose, et chef de l'orchestre du coin. Leur fils Pierre fait tout comme son père: la mine et l'accordéon. Son pote Vlad itou. Il y a une jolie Marocaine qui en joue, elle aussi, et par qui...

On est en 1958, à la veille de la Coupe du monde de football. A la veille d'un concours d'accordéon. A la veille de la mort de Sosthène...

Auteur de la pièce à succès « Adieu monsieur Haffmann », Jean-Philippe Daguerre écrit, met en scène et joue (le rôle du médecin de famille). Certes, les caractères sont un peu trop surlinés. L'histoire un rien téléphonée. On comprend vite que le jeune Vlad, en colère contre la terre entière et ceux qu'il appelle « les bougnoules », est au fond un bon gars en manque d'amour. Et que tout finira bien.

Ce qui sauve le tout, c'est l'accordéon. Et trois moments d'émotion pure. Lesquels sont dus à Juliette Behar (la jeune Leila), à Raphaëlle Cambray (la patronne du bistrot), et à l'accordéon. Parfois, les bons sentiments, ça ne se refuse pas. Chauffe, Marcel!

J.-L. P.

● Au Théâtre Saint-Georges, à Paris, jusqu'au 26/4.

Le coin coin des Variétés

Les Mystères de Paris

(Sue-per!)

PARIS, 1850. La nuit venue, le grand-duc Rodolphe de Gérolstein, vêtu en ouvrier, hante les quartiers les plus mal famés, portant secours aux opprimés et châtiant leurs exploiters. Le roman d'Eugène Sue compte presque autant de rebondissements que de pages – 1 300. Sacré défi que son adaptation en comédie musicale, avec seulement trois comédiens-chanteurs, sur la toute petite scène de la Huchette! C'est pourtant une épataante réalisation, servie par un livret d'une ingénieuse

drôlerie, par une scénographie alerte, ponctuée de combats surprenants, et surtout par la performance des interprètes qui, à eux trois, incarnent une quinzaine de personnages très différents, dont le Chourineur, Fleur-de-Marie, l'immonde la Chouette, le Maître d'école éborgné et le libidineux notaire Jacques Ferrand.

Pari réussi que ces « Mystères de Paris ».

A. A.

● Au Théâtre de la Huchette, à Paris, jusqu'au 24/5.

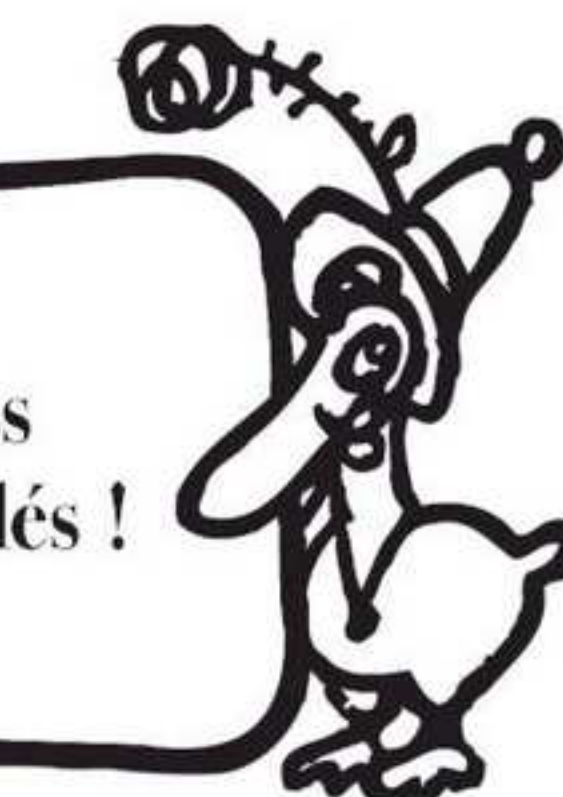




Grospiron prend la tête
des JO d'hiver 2030
L'ex-médaillé
des bosses
devient...

Le Canard enchaîné

... le boss
des médaillés !



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DiT !**

NOTRE-DAME de Bétharram n'est pas le seul établissement privé concerné par des violences sexuelles. Chez les scouts de Riamont, à Liévin (Pas-de-Calais), malgré de premières alertes remontant aux années 70, il a fallu attendre 2019 pour que l'école privée hors contrat qu'abritait cette communauté soit fermée. Quant aux plaintes pour viol et maltraitance visant d'anciens prêtres et laïques, les plus anciennes depuis 2013, elles sont toujours en cours d'instruction.

Pas de bol, ça se passe loin du Béarn de Bayrou...

LES ÉCOLOGISTES de la Drôme ont décidé de saisir la justice, après un rapport de la chambre régionale des comptes d'Auvergne-Rhône-Alpes rendu public en juin dernier. Ledit rapport pointe des suspicions de détournement de fonds publics, comme l'absence de retenues sur les indemnités des élus en cas d'absentéisme ou la non-présentation de « justificatifs tels que les billets de train ou notes d'hôtel ».

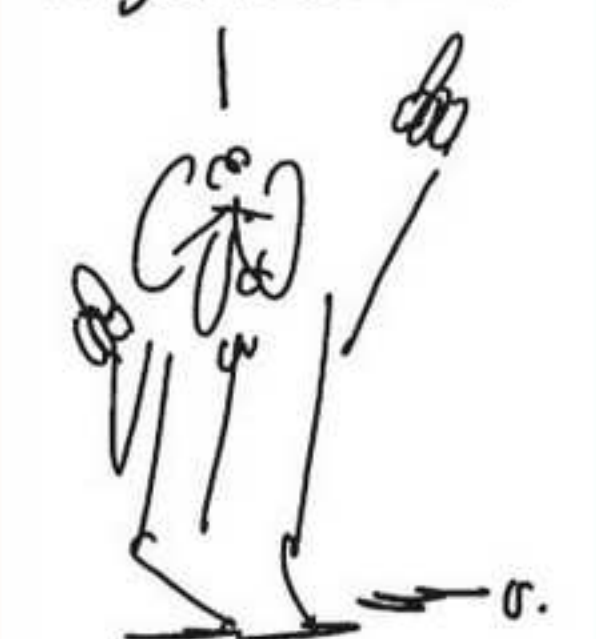
La méthode Wauquiez semble également avoir fait des petits : « Toutes les dépenses engagées au titre des repas d'affaires par le département ne comportent pas la liste des convives, leur qualité, ainsi que l'objet de la réunion. »

Dans le même temps, le département, présidé par Marie-Pierre Mouton (LR), n'hésite pas à couper dans le budget du planning familial ou à fermer des centres de santé sexuelle.

Il y aurait peut-être des économies à faire ailleurs ?

L'EUROPE
S'INVESTIT

ENVOI DES TROUPES
À BÉTHARRAM !



FINIE, ENFIN, la galère pour les contrebasistes en tournée ! Scène ensemble, une organisation professionnelle née de la fusion de Profedim et du Syndicat national des scènes publiques (SNSP), a réussi, après trois ans de lutte, à faire autoriser le transport de ces volumineux instruments dans les TGV. Un manque à gagner pour la SNCF : une enquête avait révélé, l'an dernier, que 70 % des contrebasistes avaient déjà été verbalisés.

Pour une fois qu'il fonctionne, le service après-vente Dati...

FAUT-IL CHANGER le nom du parti Les Républicains ? C'est la question que se pose Laurent Wauquiez, selon « Le Figaro » (14/2), qui à son tour s'interroge. « Lolo » va-t-il succomber à la « nouvelle mode consistant à utiliser des mots du vocabulaire courant » ? Le communicant Philippe Moreau Chevrolet interprète cette volonté comme une tentation de « s'approprier le parti ».

Wauquiez « veut lui donner un nom qui corresponde à son orientation politique dans une optique électorale. C'est une question de marque de territoire ».

Et pourquoi pas « Le Parti Wauq » ?

LA PLACE DE L'EUROPE



Un conte des Milei ennuis

LE VERNIS d'ami du peuple commence à se craqueler pour le foutraque président argentin, Javier Milei. A force de tweeter et d'instagrammer à tout-va, il a fini par se prendre une bonne gamelle. Dans un message posté sur X (14/2), effacé depuis, il a vanté les mérites d'une obscure cryptomonnaie, le \$Libra, créé le jour même, allant jusqu'à poster le lien pour en acheter : « vivalibertadproject.com » – un nom de domaine qui n'est pas sans rappeler son propre slogan, « ¡Viva la libertad, carajo ! » (« Vive la liberté, bordel ! »).

Beaucoup de pigeons, parmi ses quelque 3,8 millions d'abonnés, et pas seulement en Argentine, ont suivi ses conseils et investi dans cette crypto. Mauvaise pioche : quelques heures plus tard, le \$Libra avait perdu 90 % de

sa valeur. Selon l'économiste espagnol Eduardo Garzón (X, 15/2), « seules 9 personnes ont empoché 87 millions de dollars provenant de plus de 44 000 arnaquées ». Et, toujours sur le réseau X, de nouvelles tendances sont apparues : #MileiEstafador (« Milei voleur ») et #MileiVerguenzaMundial (« Milei honte mondiale »). La gloire !

Alors que l'opposition compte engager une procédure de destitution à son encontre, un communiqué officiel du gouvernement (15/2) indique que « le président Javier Milei a décidé de saisir immédiatement le Bureau anticorruption pour déterminer s'il y a eu une conduite inappropriée de la part d'un membre du gouvernement, y compris du Président lui-même ». C'est la version Milei du tango argentin : on marche sur la tête !

Et, reconnaître qu'il est tout simplement illégal qu'un président fasse la promotion d'une entreprise privée, escroc demander ?

E. S.

Réflexions sur un référendum

UN référendum, oui, mais sur quoi ? « Il y a mille propositions », explique-t-on dans l'entourage de Macron. Il a lancé l'idée, et maintenant il laisse vivre le débat. Il n'y a aucun tabou. Il y a, en revanche, « deux écueils » identifiés par son entourage : « la conception plébiscitaire en France, qui veut que tu ne répondes jamais à la question, mais à celui qui la pose ; et le traumatisme de 2005, où les Français ont voté non au traité mais l'ont vu revenir par la fenêtre ».

Les stratégies macronistes planchent donc sur deux pistes pour surmonter ces obstacles : « poser plusieurs questions le même jour et en organiser plusieurs dans le temps, pour tuer le côté plébiscitaire ; et utiliser l'article 11 », qui prévoit qu'un projet de loi adopté par référendum est promulgué dans les quinze jours. Quant aux thèmes possibles, « il y en a plein qui traînent, pour suit ce proche : le travail et l'augmentation du salaire net, la fin de vie, l'interdiction des réseaux sociaux avant un certain âge, etc. ». Macron n'est, en revanche, « pas chaud sur l'immigration ». Voilà qui fera plaisir à Darmanin et à Retailleau.

Le Vietnam bombarde ses fonctionnaires

VOILÀ que l'homme fort du Vietnam et chef du PC, Tô Lam, joue au petit Trump. Ce communiste bon teint vire libertarien en vitupérant les « planques pour fonctionnaires médiocres ». Il parle d'écraouiller 8 des 30 agences gouvernementales où sévissent ces « tumeurs » qui tuent la belle énergie du peuple (France Inter, 17/2). De l'Elon Musk dans le texte !

Ciblés, les flics, qui pullulent dans cet Etat des plus policiers. A Hanoï, la capitale, on les remplacera par 40 000 caméras de surveillance. Et, comme on ne peut faire confiance à personne, et pas davantage à la technologie, les honnêtes citoyens seront mobilisés pour dénoncer les infractions routières de leurs camarades automobilistes avec une gratification équivalente à 10 % du montant de l'amende.

Plus sympathique, « tumeur » !

Attention à l'IA dégénérative !

C'EST OFFICIEL : l'intelligence artificielle peut tous nous rendre idiots. Une savante étude, menée par Microsoft, l'un des champions de l'IA générative, et par des chercheurs de l'université américaine Carnegie-Mellon, vient d'aboutir à cette sinistre conclusion. En résumé : l'IA encourage la paresse cérébrale. Pourquoi nous fatiguer les neurones pour observer, développer notre mémoire,

notre sens de l'orientation, ou aiguïser notre esprit critique et l'art de la synthèse si les logiciels le font à notre place ? Et tant pis si cela « entraîne la détérioration de facultés cognitives qui devraient être préservées ».

Et ce n'est pas parti pour s'arranger, à en croire les chercheurs, vu que, plus l'IA se perfectionne et fournit une production appa-

remment satisfaisante, plus les consommateurs lui font confiance et anesthésient leur esprit critique. Avec le risque d'intégrer dans la vraie vie de fausses conclusions ou des raisonnements biaisés générés par l'IA.

Pas fous, les experts de Microsoft n'entendent pas tuer la nouvelle poule aux œufs d'or. Ils proposent simplement d'adapter leurs algorithmes pour inciter leurs clients à entretenir leurs capacités de raisonnement. Mais ils se gardent bien de dire comment. Ils n'ont pas pensé à demander la solution à ChatGPT ?

En attendant la réponse, les esprits audacieux peuvent toujours se plonger dans « Le Canard », partir en balade sans GPS et arrêter de gober la première fake news venue...

H. L.

En route vers la connerie naturelle

Eldorado sous terre, enfer dessus

EN PRENANT la ville de Bukavu, capitale du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC), le M23 a réalisé le grand chelem. Treize jours après la conquête sanglante (3 000 morts) de Goma, dans le Nord-Kivu, ce mouvement

rebelle congolais soutenu par le Rwanda voisin contrôle désormais toute la rive ouest du grand lac Kivu. Et les trésors de son sous-sol : or, cobalt, cassitérite et, surtout, grâce à l'immense site de Rubaya, le coltan, composé indispensable à l'industrie électronique,

notamment celle des smartphones.

Résultat : en 2024, le Rwanda était le premier exportateur mondial de coltan, alors qu'il n'en produit pas sur son sol ! Un business néocolonial qui lui rapporte gros (800 000 dollars par mois, selon un groupe d'experts de l'ONU cité par « Le Monde », 4/2) et profite aux grandes puissances, notamment la Chine, grâce aux « maisons d'achat », très présentes dans la région. Le tout finit dans les smartphones de tous pays. Cette merveille capitaliste est permise par l'emploi d'une main-d'œuvre quasi esclave comprenant des dizaines de milliers d'enfants, comme le relate un récent rapport d'Amnesty International. Les mineurs portent bien leur nom.

Mais les conquêtes du M23 ne visent pas seulement l'eldorado minier. Depuis plus de trente ans, des dizaines de factions armées se disputent l'est de la RDC, des conflits largement alimentés par ceux des pays voisins : Ouganda, Burundi, génocide des Tutsis au Rwanda. Morts par millions, déplacements humains idem, viols généralisés. Le bilan planétaire le plus lourd depuis la Seconde Guerre mondiale. Il n'intéresse ni l'Europe, ni Trump, ni les messianistes de l'IA. On a tant besoin de ces métaux rares...

J.-F. J.

Seconds couteaux

ANNIE Genevard, Michèle Tabarot et d'autres membres de la direction des Républicains ont imploré Retailleau et Wauquiez, au cours d'un comité stratégique (13/2) : « On ne veut pas revivre la guerre Copé-Fillon de 2012. »

Des allusions auxquelles Jean-François Copé a peu goûté. « Je veux qu'on arrête de parler de la guerre Copé-Fillon, a-t-il soupilé. Et, surtout, qu'on arrête de considérer que cela a été une tragédie. Car c'était une élection qui avait une grande tenue, et de très haut niveau. »

Ce ne sont pas les membres de la regrettable Cocoe qui diront le contraire.

DARMANIN VEUT INTERDIRE
LES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES EN PRISON

